



**MINISTRE DES EAUX FORETS CHASSES
PECHES ENVIRONNEMENT ET TOURISME
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**FONDS FRANÇAIS
POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL**

**GESTION DES TERROIRS DE CHASSE VILLAGEOISE
POUR LA PRODUCTION DURABLE DE VIANDE DE BROUSSE
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Rapport de présentation

Ph. Chardonnet, G. Doungoube, S. Cogels & P.-A. Roulet

Octobre 2002



TITRE : GESTION DES TERROIRS DE CHASSE VILLAGEOISE
POUR LA PRODUCTION DURABLE DE VIANDE DE BROUSSE
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

AUTEURS :

- Philippe Chardonnet, vétérinaire
- Gustave Doungoube, forestier
- Serge Cogels, ethnologue
- Pierre-Armand Roulet, géographe

ORGANISME AUTEUR : Fondation IGF

DATE ET LIEU DE PUBLICATION : Octobre 2002, Paris

ACCES DOCUMENT : FFEM & MAE

MISSION FINANCEE PAR : FFEM

REFERENCE : Lettre de commande 2002/DPE/FFEM/n°175

AU PROFIT DE :

- République Centrafricaine (RCA)
- Ministère des eaux, Forêts, Chasses, Pêches, Environnement et Tourisme
- ECOFAC-composante RCA

NATURE DE L'ETUDE : Mission d'évaluation

PAYS CONCERNE : République Centrafricaine

MOTS-CLES :

FFEM – MAE - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – RCA – ECOFAC - BIODIVERSITE – SECURITE ALIMENTAIRE - CHASSE VILLAGEOISE – VIANDE DE BROUSSE - GESTION PARTICIPATIVE DE LA FAUNE SAUVAGE

SOMMAIRE

Résumé

Sigles

I. Contexte et finalité générale du projet

1. Contexte
2. Finalité

II. Objectifs du projet

1. Objectif général
2. Objectifs particuliers

III. Description du projet et de ses composantes

1. Composante 1
2. Composante 2
3. Composante 3
4. Composante 4
5. Composante 5
6. Composante 6
7. Composante 7

IV. Montage institutionnel et financier

1. Montage institutionnel
2. Montage financier

V. Coût du projet et plan de financement

VI. Justification d'une intervention du FFEM

1. Bénéfices pour l'environnement mondial
2. Effets en matière de développement
3. Aspects novateurs
4. Réplicabilité

VII. Risques et conditionnalités

1. Risques
2. Conditionnalités

VIII. Suivi et évaluation ex-post

1. Modalités de suivi
2. Critères d'évaluation ex-post

Annexes

1. Avis du CST
2. Avis du Secrétariat
3. Carte de situation
4. Références citées

RESUME

Titre du projet :	GESTION DES TERROIRS DE CHASSE VILLAGEOISE POUR LA PRODUCTION DURABLE DE VIANDE DE BROUSSE
Pays :	République Centrafricaine (RCA)
Emetteur :	Ministère des Affaires Etrangères, France
Fiche d'identification acceptée :	<i>date</i>
Domaine d'application :	Protection de la biodiversité
Convention Biodiversité :	Ratifiée le 15.03.1995
Montant global du projet :	3,676 millions EURO
Contribution FFEM au projet :	1,15 million EURO
Bénéficiaires :	RCA, MEFCPET, ECOFAC-RCA
Démarrage du projet :	2003
Durée du projet :	3 ans

SIGLES

AFD	Agence Française de Développement, France
ANDE	Agence Nationale de Développement de l'Élevage
ASS	Afrique Sub-Saharienne
CIRAD	Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement, France
ECOFAC	Utilisation Rationnelle des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale
EMVT	Élevage et Médecine Vétérinaire Tropicale, CIRAD, France
EURO	Monnaie européenne
FCFA	Monnaie de la RCA (Zone Franc CFA)
FED	Fonds Européen de Développement
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial, France
FSP	Fonds de Solidarité Prioritaire, SCAC, MAE, France
GEF	<i>Global Environment Facility</i>
GEPFE	Groupe d'Etude des Populations Forestières Equatoriales (ONG)
GIR	Groupement d'Intérêt Rural
GTCV	Gestion des Terroirs de Chasse Villageoise
GTZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i>
IFB	Société Forestière de Batamilo
IGF	Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune (ONG)
MAE	Ministère des Affaires Etrangères, France
MEFCPET	Ministère des Eaux, Forêts, Chasses, Pêches, Environnement et Tourisme
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PARPAF	Projet d'Appui à la Réalisation de Plans d'Aménagement Forestier
PIR	Programme Indicatif Régional (FED)
PN	Parc National
PPA	Permis de port d'arme
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RS	Réserve Spéciale
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France
SEFCA	Société d'Exploitation Forestière d'Afrique Centrale
SWOL	<i>Strenght, Weaknesses, Opportunities & Limitations Analysis</i>
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature, Alliance Mondiale pour la Nature
WWF	<i>World Wild Fund for Nature</i> , Fonds Mondial pour la Nature
ZCV	Zone de chasse villageoise

I. CONTEXTE ET FINALITE GENERALE DU PROJET

1. CONTEXTE

1.1. LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

• Généralités

Enclavée au cœur de l'Afrique, la République Centrafricaine (RCA) se situe à la charnière entre l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale d'une part, entre le tropique Nord et l'équateur d'autre part. Du fait de cette situation particulière, le pays se trouve à cheval sur trois zones climatiques, soit du Nord au Sud : (i) la zone sub-sahélienne et (ii) la zone soudanienne aux confins du Tchad et du Soudan, et (iii) la zone équatoriale au niveau de la grande forêt ombrophile frontalière avec le Congo et le Cameroun. La RCA s'étend sur 623 000 km² entre 3° et 11° de latitude Nord.

La population humaine est estimée à 3,2 millions d'habitants, dont plus d'un tiers de citoyens concentrés à Bangui et dans les grandes villes. La densité humaine est peu élevée, de l'ordre de 5 habitants au km². L'espérance de vie se situe actuellement autour de 49 ans (Quid, 2003).

Le PNB/habitant est l'un des plus faibles de la planète avec 380 \$US/habitant/an, dont près de la moitié issu de l'agriculture. La croissance économique est faible, estimée à 0,4 % par an. Les exportations sont constituées principalement par les quelques productions de rente telles que le café, le sucre, le tabac, le coton et le bois. La RCA est également réputée pour la qualité de ses filons diamantifères (grès de Carnot). Elle est aussi une destination privilégiée pour le tourisme cynégétique (bongo, éland de Derby).

La diversité biologique de la RCA est remarquable (Stuart *et al.*, 1990 ; McShane & D'Huart, 1992) :

- 208 espèces de mammifères, dont 19 à 20 espèces de primates, 23 espèces d'antilopes, au moins 10 espèces de mégachiroptères ;
- 668 espèces d'oiseaux ;
- seulement 3 500 espèces de plantes sont connues en RCA alors qu'on estime leur nombre à 5 000.

Cette richesse biologique est due à :

- la position du pays au cœur du continent, à l'interface entre (i) le sahel et la forêt, (ii) les régions occidentale et orientale du continent, (iii) le tropique du Cancer et l'Equateur ;
- la mosaïque très intriquée de ses écosystèmes : sub-sahélien, soudanien, équatorial ;
- la faible pression démographique.

Une situation paradoxale peut être observée dans certaines régions du pays. Les habitats naturels y sont bien conservés, parfois même intacts, mais la faune sauvage y est moins abondante qu'elle ne pourrait l'être : la pression de chasse (taux d'exploitation du gibier) y est souvent très fort en dépit d'une très faible densité humaine. Ici, l'érosion de la biodiversité n'est pas directement liée à la croissance démographique. Aujourd'hui, la qualité des habitats de la faune, et leur superficie, autorisent à penser que, sous réserve d'une gestion adaptée, les peuplements

de gibier gardent des capacités de restauration conséquentes. Des études réalisées depuis plusieurs années, ainsi qu'un inventaire du gibier vendu sur les marchés de Bangui (Dieval, 2000), confirment que les potentialités de production du milieu sont encore bien réelles.

En RCA, la zone de forêt dense revêt un intérêt tout particulier. Partie intégrante du Bassin du Congo, elle est située à l'extrême nord du grand massif forestier de l'Afrique centrale, sertie entre le Cameroun, le Congo et la RDC. D'un point de vue macroécologique, la région fait partie du bloc forestier inter-rivière Sangha-Oubangui au sein du système fluvial Congo-Zaïre (Colyn, 1994). La zone ECOFAC est intégralement comprise dans le bassin de l'Oubangui, dont la Lobaye est un affluent.

D'un point de vue phytogéographique, la plus grande partie de la zone ECOFAC est représentée par un couvert végétal forestier appartenant au domaine congo-guinéen, secteur de la forêt dense humide, district de la Mbaéré sur grès de Carnot et caractérisé par *Oxystigma oxyphyllum*, *Petersianthus macrocarpus*, *Lovoa trichilioides*, *Autranella congolensis* (Bouvert, 1986 in Colyn, 1994). Dans la zone de développement rural au Nord Est de la zone, on trouve une savane arbustive entrecoupée de galeries forestières. mosaïque forêt. Quelques savanes incluses, pyrophiles et donc probablement d'origine anthropique (Bouvert, 1986).

La forêt humide centrafricaine est réputée pour la richesse de sa faune. Elle abrite encore des populations substantielles de grands mammifères charismatiques : l'éléphant de forêt, le gorille de l'Ouest, le chimpanzé, le bongo, le sitatunga de forêt, l'hylochère, etc. Elle constitue la limite septentrionale des aires de répartition de plusieurs primates, dont le hocheur et le cercopithèque de Brazza. La diversité de ses papillons est l'une des premières au monde.

• Cadre institutionnel et réglementaire

Au niveau international, la République Centrafricaine a souscrit à plusieurs conventions internationales : Alger (africaine), Washington (CITES), Patrimoine Mondial (UNESCO), Bonn (CMS). Elle a ratifié la convention internationale sur la diversité biologique (CDB) le 15 mars 1995.

Au niveau national, la gestion de la faune est sous tutelle quasi-exclusive du MEFCPET, donc de l'administration centrale, avec pour conséquence une faible implication du secteur associatif et des populations locales.

La faune sauvage est régie par une gamme de textes, en particulier le Code de protection de la faune sauvage (Ordonnance n° 84.045 datant de 1984 ; réformé en 1985). Encore largement héritée de la colonisation, cette réglementation est très centrée sur (i) les aires protégées et (ii) l'organisation de la chasse touristique (ou 'sportive'). Les zones non classées (en dehors des aires protégées) sont peu concernées, de même que l'implication des populations locales.

La diversité des climats et des paysages, comme de la faune et de la flore, a conduit à créer, depuis 1933, seize aires protégées de différents statuts s'étendant sur 11% du territoire national (tableaux 1 & 2).

TABLEAU 1 : LES PARCS NATIONAUX EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PARCS NATIONAUX	SUPERFICIE (km2)	ANNEE DE CREATION	PAYSAGE	STATUT PARTICULIER
André Felix	1 700	1940	Savane arbustive	
Manovo-Gounda St Floris*	17 400	1933	Mosaïque forêt- savane	Réserve de la Biosphère
Bamingui- Bangoran*	10 700	1933	Savane arbustive	Réserve de la Biosphère
Dzanga-N'doki	1 220	1990	Forêt ombrophile	
Avakaba	1 750	1968	Savane arbustive	Parc présidentiel

* des modifications de superficies sont intervenues depuis la date de création

TABLEAU 2 : LES RESERVES DE FAUNE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RESERVES	SUPERFICIE (km2)	ANNEE DE CREATION	PAYSAGE	STATUT PARTICULIER
Zemongo*	10 200	1925	Mosaïque forêt/savane	
Yata-Ngaya*	4 200	1940	Savane arbustive	
Ouandjia-Vakaga	4 800	1940	Savane arbustive	
Aouk-Aoukalé*	3 300	1940	Savane arbustive	
Koukourou- Bamingui	1 100	1940	Savane arbustive	Classement en Zone de Chasse Villageoise
Gribingui- Bamingui	5 300	1933	Savane arbustive	
Nana-Barya	2 300	1953	Savane arbustive	
Dzanga-Sangha	3 359	1990	Forêt ombrophile	
Vassako-Bolo	860	1979	Savane arbustive	naturelle intégrale
Mbaéré- Bodingué	733	1996	Forêt marécageuse	En voie de classement Parc National
Basse Lobaye	146	1977	Forêt dense	Réserve de la Biosphère

* des modifications de superficies sont intervenues depuis la date de création

En dehors de la chasse touristique, seule la chasse pour l'auto-consommation est officiellement tolérée. Ainsi, la dimension économique de la chasse et son rôle dans l'approvisionnement en protéines des populations -y compris urbaines- sont largement occultés. Aussi, la chasse locale (qui touche principalement le petit et moyen gibier) et le grand braconnage (visant les grands mammifères protégés) tendent à être mis sur le même pied. Ce faisant, la chasse commerciale est repoussée dans le secteur informel, rendant toute la filière opaque. Officiellement, seule la chasse des gibiers considérés comme «ordinaires» (catégorie C) est autorisée (tableaux 3 & 4), pour peu qu'il s'agisse de chasse à vocation de subsistance, pratiquée -selon certaines techniques seulement- par les membres de la communauté villageoise et sur l'étendue de leur terroir (Moukadas *et. al.*, 1998). En assimilant toute forme de chasse commerciale au braconnage, c'est l'activité même qui est plongée dans l'illégalité la plus totale.

TABEAU 3 : LES PERMIS DE CHASSE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

TYPE DE PERMIS	CLASSEMENT DES ESPECES ANIMALES SAUVAGES		
	Espèces intégralement protégées (A)	Espèces partiellement protégées (B)	Espèces gibier ordinaire (C)
Permis grande chasse	Non	Oui	Oui
Permis moyenne chasse	Non	Oui (certaines seulement, définies annuellement)	Oui
Permis petite chasse	Non	Non	Oui
Chasse traditionnelle	Non	Non	Oui

En matière de faune sauvage, l'absence de l'Etat dans les zones rurales de RCA est fortement ressentie. Selon le dicton populaire, «*L'Etat s'arrête au PK 12 !*», c'est-à-dire que l'autorité administrative est souvent perçue comme centrée sur la capitale et peu étendue en province (au-delà du poste de contrôle situé à 12 km du centre de Bangui).

Certaines remarques faites par des villageois à l'égard des responsables (Sous-Préfets et Maires en particulier), dont ils regrettent leur manque collaboration (62,5 % des villages enquêtés d'après COSSOCIM, 1998), semblent cacher un autre grief : ce serait parfois au bénéfice de ces derniers que certains braconniers spolient les villageois de leur ressource faunique, en toute impunité. Ce sentiment d'impuissance (ressentiment) vient exacerber un autre phénomène plus ancien d'effritement du pouvoir coutumier : «*Depuis l'indépendance, on ne reconnaît plus l'autorité du chef*» (A. Mokaba, Chef de Mambele, com. pers.).

Les textes sont empreints d'un certain flou qui favorise les dérives et qui, en fin de compte, dessert leur applicabilité :

- Dethier (1996) détaille le 'gouffre' qui existe entre les espèces «*dont la poursuite est autorisée au titre de la chasse coutumière*» (Art. 37) et les espèces effectivement capturées par les villageois dans le cadre de leurs activités de subsistance. Force est de constater avec étonnement que l'interdit légal frappe notamment sur des (i) espèces-clé de l'alimentation humaine (exemple : le céphalophe bleu, *Cephalophus monticola*) ou (ii) des espèces déprédatrices des cultures vivrières (exemple : le potamochère, *Potamochoerus porcus*). Le même auteur relève également que la catégorie de techniques de capture autorisées (Art. 38) est irréaliste.
- Certains concepts consacrés dans les textes ne sont pas bien compris. Plusieurs appellations génèrent la confusion comme par exemple le terme de 'Zone cynégétique villageoise' qui désigne officiellement les zones communales de safari (chasse touristique), alors que la population le comprend généralement comme une zone de chasse communautaire (chasse locale). D'autres termes prêtent le flanc à des interprétations personnelles divergentes comme 'Zone de Chasse Banale', 'Zone d'Intérêt Cynégétique' ou 'Zone de Chasse Communautaire'. Il en ressort que la plus grande confusion règne au sein des chasseurs entre ce qui est interdit et ce qui est autorisé. Beaucoup de villageois ignorent le plus souvent qu'ils sont autorisés à transporter sans patente des gigots dans le cadre de leurs prestations sociales (Dethier, 1996). Inversement, d'autres villageois revendiquent à tort le droit de chasser sans permis ni patente sur les 'zones de chasse communautaires', telles que celle instaurée en périphérie du Parc National Dzangha-Ndoki.

TABEAU 4 : CLASSEMENT DES ESPECES SELON LEUR STATUT DE CONSERVATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (Ordonnance n°84-045 du 27 juillet 1984 portant protection de la faune sauvage et réglementant l'exercice de la chasse en RCA, MEFCPET)

CLASSEMENT DES ESPECES ANIMALES SAUVAGES		
A INTEGRALEMENT PROTEGEES	B PARTIELLEMENT PROTEGEES	C GIBIER ORDINAIRE
Guépard Eléphant** Hyène rayée Hyène tachetée Cynhiène ou Lycaon Gorille Chimpanzé Colobes Pattos Galagos Rhinocéros noir Rhinocéros blanc Hippopotame Pangolin géant Lamantin Oryctérope Girafe Koudou Chevrotain aquatique Antilope de Bates Genette servaline Oréotrague sauteur Daman Varan Crocodile Chacal commun Potamogale Autruche Serpentaire Pélican Jabiru du Sénégal Ombrette Grande Outarde Grue couronnée Gyps africain Gyps de Rubbel Grand calao Héron garde boeuf Bec en sabot Tortue géante Marabout Jacana Epervier pic	Léopard* Serval Caracal Eland de derby Bongo Damalisque Hippotrague Cob de Buffon Cob Defassa Redunca Phacochère Potamochère Hylochère Sitatunga Guib harnaché Céphalophe à dos jaune Céphalophe bleu Céphalophe de Peters Céphalophe de Grimm Céphalophe à flancs roux Ourébi Buffle équinoxial Buffle nain Perroquets Mangoustes Python Ibis tantale Ibis hagedash Spatule d'afrique Touracos Coucal Rollier d'Abyssinie	Babouin doguera Patas Cercocèbes Cercopithèques Bécassines Chevaliers Râles Poule d'eau Grèbe castagneux Pluviers Vanneaux Courlis Oies et canards Gangas Pintades Francolins Pigeons et Tourterelles Lièvre Aulacode Athérure Civette Céphalophe à front noir Porc-épic + toutes espèces non citées et non inscrites en annexe A et B.

* Le léopard était à l'origine inscrit en annexe A; il a été déclassé en 1990

** L'éléphant était à l'origine inscrit en annexe B; il a été reclassé en 1985

D'autres dispositions encouragent les abus et handicapent les agents de l'Etat dont la mission - très difficile à conduire - est de juguler le braconnage et la vente illégale de venaison :

- L'obtention du Permis de Port d'Arme (PPA) et l'autorisation de détention de cartouches tombent sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, tandis que (i) le permis de chasse est délivré par le MEFCPET et (ii) la vente de cartouches est théoriquement réglementée par le Ministère du Commerce et de l'Artisanat ... avec un défaut de coordination entre ces différents ministères.
- L'existence du 'permis de chasse complémentaire' (permettant au propriétaire d'un fusil de le confier à un tiers) légitimise les excès de la chasse commerciale intensive et crée un hiatus entre les notions de droit de chasse et de droit de possession d'une arme (A. Iokem, com. pers.) : beaucoup d'armes 'travaillent' ainsi 24H sur 24 en toute légalité. Pour remettre les choses en perspective -c'est-à-dire en comparaison avec les autres réglementations dans le monde- ce 'permis de chasse complémentaire' est une spécificité de la RCA qui a certainement un impact négatif considérable sur le patrimoine faunique du pays, aussi bien en forêt qu'en savane.

L'écart entre la loi et son observation/application étant très important, tous les moyens sont bons pour contourner la loi ; quelques exemples :

- La vente de munitions est liée à la possession d'une licence, mais l'autorisation passe de main en main, ce qui rend son contrôle extrêmement difficile ;
- De même, *«A Nola, un marchand de viande de brousse sur cinquante possède la patente»* (J. Allier, com. pers.) ;
- Beaucoup pensent que la «zone de chasse communautaire» dévolue (en compensation) aux pygmées de Bayanga est réservée à la chasse pour tous! (J-B. Yarissem, com. pers.) ;
- Certains non-pygmées profitent même du fait que les pygmées chassent au filet (technique 'traditionnelle', donc légale selon les textes) pour s'établir dans les campements : *«S'il est intercepté, le type dit qu'il est seulement venu acheter aux pygmées»* (P-M. Djangala, com. pers.) ;
- L'impunité, dont bénéficieraient certains notables ou responsables qui commanditent les braconniers, finit par dédouaner tout le monde. Comme le remarquent les gens de Kanaré : *«Quel intérêt a-t-on à contrôler ? Si on se protège contre l'un, un autre viendra ramasser! »*.

En réalité les dérapages du système contribuent à établir un rapport ambigu entre représentants de l'administration et populations locales : *« Les gens tiennent un double langage : quand on veut les freiner, ils disent qu'on les dérange, qu'on les affame. Puis, au cours d'une réunion, ils accusent l'Etat d'être responsable de la déperdition de la faune »* (G. Doungoubé, com. pers.).

Globalement, l'actuelle législation qui réglemente la chasse semble effectivement soit dépassée/obsolète, soit irréaliste/inadaptée, en tout cas très difficilement applicable. Il est pourtant impératif, si l'on veut durabiliser la production de viande de brousse, de soustraire de l'illégalité la chasse villageoise et le commerce de viande de brousse. En effet, dans la conjoncture actuelle, c'est aux braconniers et aux gros commerçants que le *statu quo* profite le plus. Or, une activité est effectivement mieux gérée (sans dire contrôlée ni maîtrisée) autorisée que prohibée. Il ne s'agit pas de vouloir formaliser le secteur informel (de la viande de brousse) : le risque serait trop élevé de casser la dynamique existante (si toutefois la formalisation de l'informel est possible), et d'entraîner le secteur encore un peu plus dans la clandestinité. Il

s'agit seulement d'inscrire le secteur informel dans la légalité. Une réforme en profondeur des textes apparaît clairement incontournable.

- **Intervenants dans la zone de forêt dense de RCA**

Ouverte depuis 40 ans à l'exploitation forestière, la région forestière du sud-ouest du pays fait l'objet de nombreuses interventions des bailleurs de fonds. Ces interventions privilégient la mise en valeur des peuplements forestiers, éventuellement certaines mesures de conservation des ressources fauniques. Toutefois, rien n'a jusque là été entrepris en terme de production durable de viande de brousse.

- La Banque Mondiale a financé, de 1992 à 1996, un inventaire général multi-ressources de la région forestière.
- WWF Allemagne et USA, appuyés par la GTZ, ont pris en charge l'appui à la gestion du Parc National de Dzanga-Sangha et de sa zone périphérique. Ils essaient de concilier les nécessités de la protection d'une population importante d'éléphants de forêt, celles de l'exploitation forestière et la présence en forêt de nombreux artisans mineurs de diamant.
- L'Union Européenne intervient également sur le STABEX. Celui-ci doit notamment financer la réhabilitation du réseau routier national dans la région forestière.
- ECOFAC, projet régional financé par l'Union Européenne sur des crédits du Fonds Européen de Développement (FED) dans le cadre du Programme Indicatif Régional (PIR) d'Afrique Centrale, et cadre du projet (Cf. *infra*, 1.1.2) proposé au FFEM.
- L'Agence Française de Développement participe activement au financement des opérations d'aménagement forestier depuis 1994, avec le projet d'aménagement forestier pilote de Salo, puis la mise en place actuelle d'une cellule d'aménagement forestier à Berbérati (projet PARPAF). L'AFD envisage également de permettre le désenclavement de la partie centrale de la région forestière, en finançant les ouvrages de franchissement des rivières Lobaye et Mbaéré. Elle étudie actuellement le financement d'un projet de développement local, en s'appuyant sur les Communes de la région forestière qui, depuis la réforme du Code Forestier, disposent de ressources fiscales non négligeables.
- Le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) a permis, depuis quinze ans, la réalisation de travaux de recherche forestière sur le périmètre de M'Baïki au travers de l'ISDR Il a également financé, au début 1990, la construction de la route Yamando-Bambio. Le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) finance actuellement un appui institutionnel auprès de l'Administration Forestière qui concerne, en particulier, les Services Forestiers de terrain de la Lobaye et de la Sangha-Mbaéré.

1.2. LA VIANDE DE BROUSSE

- **En Afrique Sub-Saharienne (ASS)**

La contribution de la venaison à la consommation totale de viande en ASS reste mal connue pour de nombreuses raisons, notamment (i) parce que le gibier est généralement négligé dans les programmes de développement et (ii) parce que, cause ou conséquence, il est essentiellement produit/commercialisé/consommé dans une économie de type informel (Chardonnet *et al.*, 1995).

Pourtant, la production totale de gibier en ASS est considérable puisqu'elle dépasserait le million de tonnes par an, soit plus de 2 kg par personne et par an pour une population humaine proche de 600 millions (tableau 5). Il faut toutefois observer qu'il existe d'importantes différences régionales : la part relative de la viande de brousse comparée à la viande domestique et au poisson varie entre 6% (Afrique australe) et 55% (Afrique centrale) de la viande totale (Chardonnet *et al.*, 2002).

TABLEAU 5 : IMPORTANCE RELATIVE DE LA VIANDE DE GIBIER EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE EN 1994 (source : Chardonnet *et al.*, 2002)

REGION ECOLOGIQUE	POPULATION HUMAINE (MILLIONS)	PRODUCTION DE VIANDE DE GIBIER		PRODUCTION TOTALE DE VIANDES	
		Totale (tonnes/an)	Moyenne par personne (kg/personne/an)	Totale (tonnes/an)	Moyenne par personne (kg/personne/an)
Savane	344	405 421	1,2	4 857 133	15,2
Savane/forêt	163	534 763	3,3	1 571 732	9,7
Forêt	54	287 225	5,3	418 527	7,8
Iles	16	3 846	0,2	378 029	22,7
Total	577	1 230 255	2,1	7 225 422	12,5

- **Dans la zone forestière**

La faune sauvage a toujours constitué une composante importante du régime alimentaire des populations des zones forestières tropicales (très nombreux auteurs, notamment : Asibey & Child, 1990; Redford & *al.* 1995; Chardonnet, 1995; Ntiemoa-Baidu, 1997), notamment en Afrique centrale (tableau 6). La viande de chasse rapportée au village par le chasseur-piégeur sert d'abord à nourrir la famille : chez les Mvae et les Ntumu du Sud Cameroun, par exemple, la part de gibier consommée au village équivaut à la moitié (Dounias, 1993), voire aux deux-tiers (Cogels, 2002) de la biomasse de gibier tué.

Outre sa contribution à l'équilibre nutritionnel, la viande de brousse est une réalité culturelle. Pour les populations forestières, la forêt se confond avec le Monde, avec le cosmos dans toute les dimensions religieuse et mystique qu'il implique : celles-ci croient en un équilibre global entre les ressources de la nature -animaux et plantes-, les forces surnaturelles (ancêtres réincarnés) et les hommes (Bahuchet, 1995). En conséquence, le gibier est un aliment gastronomiquement valorisé : les consommateurs préfèrent la viande de brousse et le poisson (mais les Pygmées ne mangent pas le poisson) à la viande de bœuf et à la volaille (Lahoreau,

2002) ; pour eux, le gibier est prestigieux et possède une forte charge symbolique (Garine, 2000). La fonction sociale de la viande de brousse s'exprime surtout par les liens qu'elle occasionne au travers du don, du partage et de l'échange (Garine *et al.*, 1996; Noss, 2000). « *La chasse représente un véritable 'ciment social' [...]. Le rôle judiciaire de la chasse, comme son rôle médicinal, ne doivent pas être occultés* » (S. Bahuchet, com. pers.).

A cela se rajoute la dimension économique de la faune sauvage en tant que source de revenus : cet aspect a été étudié à l'échelon local ainsi qu'à l'échelon régional -par le biais des filières de viande de brousse et des marchés urbains d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale (Fa *et al.* 1995; Juste *et al.*, 1995; Bahuchet & Ioveva, 1999; Caspary, 2000; Dieval, 2000)- ainsi qu'à l'échelon local.

Dans le contexte actuel de crise économique, la vente de gibier permet à de nombreux habitants de la forêt de subsister et d'obtenir le numéraire nécessaire à l'acquisition de produits de première nécessité (Dounias, 1999). En périphérie de la réserve du Dja (Cameroun), par exemple, la vente de gibier représente 51% des recettes des ménages : elle est devenue la première source de revenus au détriment des cultures de rente (Joiris & Tchikangwa, 1995) et séduit les jeunes par la régularité (sinon le volume) des bénéfices qu'elle génère (Solly, 2002). Enfin, dans un contexte de relative précarité et d'enclavement (facteurs aggravés par la présence même d'un projet de conservation) la commercialisation du petit gibier vient pallier l'exode des habitants des zones rurales vers les centres urbains.

TABLEAU 6 : QUELQUES NIVEAUX DE CONSOMMATION DE VIANDE DE BROUSSE RELEVÉS DANS 5 PAYS D'AFRIQUE CENTRALE

PAYS	SITE CONCERNE	CONSOMMATION DE GIBIER (kg/pers./an*)	SOURCE
République Centrafricaine	RCA	11,6	Chardonnet <i>et al.</i> , 1995
	Bangui	14,6	Dieval, 2000
	Zones urbaines	11,05	Bui Quang Minh, 1977
	Zones rurales	14,4	Bui Quang Minh, 1977
	Villes (hors Bangui)	11,58	Docky, 1987
	Kaga Bandoro	15,2	Redjehoya, 1988
	Mossapoula (Babenjele)	18,25	Noss, 1995
	Kanaré, périphérie de la forêt de Ngotto	85,41	Dethier & Guirghi, 2000
Cameroun	Région Sud (Mvae, BaKola, Yassa)	[7,3 - 73]	Koppert <i>et al.</i> , 1990
	Réserve de Campo	69,35	Dounias <i>et al.</i> , 1995
Congo Brazaville	UFA de Pokola	[58,4 - 105,5]	Auzel, 1996
	Parc d'Odzala	[29,2 - 73]	Delvingt, 1997
Congo RDC	Forêt d'Ituri, chasseurs- cueilleurs	58,4	Bailey & Peacock, 1988
	Forêt d'Ituri, agriculteurs	43,8	Aunger, 1992
Gabon	Gabon	17,2	Chardonnet & Bonnet, 1996
	Ogoué-Ivindo	[36,5 - 62]	Lahm, 1996

* les données, parfois exprimées en g/hab./jour par les auteurs, ont été rapportées à un taux annuel pour faciliter leur comparaison

• En République Centrafricaine

Tous les auteurs reconnaissent l'importance de la viande de gibier dans l'économie de la RCA et dans le régime alimentaire des Centrafricains. En 1995 on avait pu estimer que, 'en moyenne', un Centrafricain mangeait annuellement 11,6 kg de viande sauvage et 16,9 kg de viande domestique, le gibier représentant donc plus de 40% de toutes les viandes consommées (Chardonnet *et al.*, 1995). Bien entendu des variations considérables existent selon les régions et les situations sociales, au point que certaines catégories de populations consomment exclusivement de la viande de brousse.

A l'échelle de l'ensemble du pays, la consommation totale annuelle de viande de brousse serait de l'ordre de 48 000 tonnes (équivalent produit frais) pour une valeur globale de 16,5 Milliards de FCFA, soit 2,5% du PIB (Fargeot & Dieval, 2000). En terme macro-économique, on peut estimer que le secteur « viande de chasse » est à peu près équivalent à l'ensemble du secteur « élevage ».

L'importance de la venaison dans la consommation des ménages est évidente en milieu rural, elle l'est sans doute moins en zone urbaine alors qu'elle y est pourtant très grande aussi (Dieval, 2000; Fargeot & Dieval, 2000) :

- la quantité de viande de brousse vendue annuellement sur les marchés de Bangui est estimée à près de 9 500 tonnes (équivalent produit frais) dont, pour une bonne part, des céphalophes et des petits singes (respectivement plus de 480 000 et 450 000 unités consignées) ;
- ce marché, uniquement sur la capitale et pour une année, représente une valeur totale à la consommation de 8 Milliards de FCFA, soit plus de 1% du PIB.

La consommation de viande de brousse concerne une gamme très diversifiée d'espèces appartenant aux (i) mammifères, (ii) oiseaux, (iii) reptiles, (iv) amphibiens, (v) insectes (tableau 7). Constat d'importance, les animaux localement considérés comme « nuisibles » prennent une part majeure, et même parfois majoritaire, de la viande de brousse consommée : (i) les ravageurs de cultures, surtout les méga-rongeurs (aulacode, athérure, porc-épic, etc.), (ii) les serpents venimeux, (iii) les criquets et les termites, (iv) etc.

TABLEAU 7 : EXEMPLE DE LA DIVERSITE DU GIBIER CONSOMME EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (Source : Bui Quang Minh, 1977)

CONSUMMATION DE GIBIER (en g/hab.jour)	ZONE DE SAVANE		ZONE FORESTIERE	ZONE MINIERE	AGGLOMERATION DE BANGUI
	centre	ouest			
Gibier frais	9,3	9,9	4,6	6,4	5,2
Gibier boucané*	8,4	8,2	10,3	7,4	7,5
Serpents		1,4	0,3	1,1	
Chenilles, termites	1,9	5,2	3,6	1,3	2,6
Escargots	0,9		0,3		
Total gibier (équivalent frais**)	37,3	41,1	39,7	31,0	30,3

* boucané = fumé

** conversion : gibier frais = 3 x gibier boucané

- **Controverse autour de la viande de brousse**

Plusieurs groupes activistes (*American Zoo and Aquarium Association, Biosynergy Institute, Humane Society, Ape Alliance, Bushmeat Crisis Task Force*) engagent des campagnes d'opinion internationales par voie de presse dans l'hémisphère Nord pour influencer les gouvernements occidentaux avec l'intention finale d'interdire la pratique de la chasse et du commerce de viande (Aveling, 1999). Le seul point de vue retenu dans ces prises de position est celui de la protection des animaux contre l'action néfaste (voire cruelle) de l'homme (Bahuchet & Ioveva, 1999). Les idées simplistes y abondent : l'explosion du commerce illégal de viande de brousse équivaut à «... *a wildlife crisis which emerges from human greed and chaos*» (Rose, 2000), c'est-à-dire une grave crise écologique qui ne peut être résolue que par une préservation stricte de la biodiversité, d'abord centrée sur les grands singes ('primates non-humains').

L'idée que le braconnage et le commerce de viande -voire les économies paysannes du Sud- puissent mettre en péril la biodiversité est aussi véhiculée/relayée par de nombreux responsables d'aires protégées et d'organisations.

En outre, l'évaluation de l'impact d'une organisation de la filière «viande» (production + commercialisation) sur l'environnement reste problématique. Les études menées en RCA, au Cameroun et au Congo sur l'impact de la chasse villageoise (synthétisées dans Delvingt, 1997) avancent que la «gestion villageoise» de la chasse n'est pas durable, car la pression de chasse dépasse la capacité de production du milieu : or, les méthodes utilisées pour évaluer la production en gibier d'un terroir donné sont soit approximatives ou difficilement comparables, soit longues et coûteuses. Selon l'un (Delvingt *et al.*, 2001), aucune des méthodes de comptage des populations de céphalophes n'est satisfaisante, ni les comptages visuels sur transect (Koster & Hart, 1998 ; White, 1994 ; Lahm, 1996), ni les comptages des crottes (Wilkie & Finn, 1991 ; White 1994), ni les méthodes de capture-recapture (Dubost, 1980). Selon un autre, les variables utilisées pour estimer l'évolution de l'effort de chasse sont fortement biaisées (Barnes, 1997). De toute manière, la gestion des ressources naturelles est toujours expérimentale (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2000) et doit pouvoir s'adapter (gestion adaptative, « *adaptive management* ») : les indicateurs et méthodes de suivi et d'évaluation méritent ainsi d'être repensés (en se tournant vers d'autres modes) et modifiés en cours de projet en fonction de l'expérience acquise (Holling, 1978; Wilston, 1986).

Dans un cas comme dans l'autre, la question de la conservation est posée sous le jour de l'affrontement : entre carnivores et végétariens, entre riverains et projets, voire entre conceptions divergentes de la relation entre l'Homme et la Nature (Joiris, 1997). Ce constat se traduit -sur le terrain- par une application conflictuelle de la réglementation forestière en vigueur et par le recours à des méthodes répressives et paramilitaires, au point que les populations riveraines sont parfois traitées comme des délinquants potentiels (Joiris, 2000; Nguingiri, 2001). On ne peut sortir de la problématique qu'en décrivant objectivement la réalité des faits tout en extrayant la composante émotionnelle : ainsi, la controverse 'pour ou contre la viande de brousse' se trouve dépassée.

1.3. LE PROGRAMME ECOFAC-NGOTTO

- **Localisation et zonage**

ECOFAC intervient dans la forêt de Ngotto, à la limite nord du bloc forestier guinéo-congolais. Administrativement, l'aire du projet est à cheval sur les Préfectures de la Lobaye et de la Sangha Mbaéré. Elle inclut la totalité de la Sous-Préfecture de Bambio et partiellement celles de Boda, Boganda et Mbaïki. Elle s'étend sur 4 Communes : Boganda, Lobaye, Moboma et Mbaéré (tableau 8).

TABLEAU 8 : DECOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA ZONE DU PROGRAMME ECOFAC-NGOTTO

PREFECTURES	SOUS-PREFECTURES	COMMUNES
Lobaye	Boda	Moboma
		Lobaye
Sangha-Mbaéré	Bambio	Mbaéré 1
		Mbaéré 2

Le secteur d'intervention retenu pour le projet est actuellement fixé à 824 800 ha par Arrêté n° 96.008 du 27/02/1996. Il comprend :

- une aire de protection intégrale («Mbaéré-Bodingué»), en voie de classement en tant que Parc National : protégée naturellement de la pression humaine par les zones marécageuses de la Mbaéré et de la Bodingué, elle constitue un noyau idéal pour la conservation. Elle couvre 73 320 ha et a été instaurée par Décret n° 96.305 du 15 Novembre 1996.
- une zone tampon, siège d'actions de développement, constituée de l'ensemble des concessions forestières ceinturant la réserve et englobant routes et villages. Cette zone est définie par défaut comme la partie complémentaire à la réserve et couvre 751 480 ha. Notons que la « zone tampon » et la « forêt de Ngotto » se chevauchent sur une superficie de 200 000 ha environ.
- la forêt (anciennement classée) de Ngotto, pour laquelle un plan d'aménagement forestier pour l'exploitation durable du bois a été mis en place. Elle forme le Permis d'Exploitation et d'Aménagement (PEA) n° 169 d'une superficie de 194 500 ha attribués à la société IFB par Décret n° 96.075 du 7 mars 1996.

- **Biodiversité**

Du fait de sa situation privilégiée au carrefour de trois grandes zones biogéographiques (Afrique centrale, orientale et occidentale), de sa pédologie particulière (affleurement des grès de Carnot) et de la présence des forêts marécageuses (rypisykles à raphiales) ceinturant les rivières Mbaéré et Bodingué, la forêt dense semi-caducifoliée de Ngotto présente une grande diversité d'espèces végétales (Hladik, 1994) et animales avec au moins 330 espèces d'oiseaux (Hladik, 1994) et 115 espèces de mammifères (Colyn, 1994) dont 10 espèces de primates (Brugière *et al.*, 1999).

La présence réelle de grands mammifères dans la zone ECOFAC est attestée par les experts (Colyn, 1994) : « *Les enquêtes menées sur le terrain par les collaborateurs nationaux (Conservateur Mr Maro, écogardes, équipe de forestiers de Mr Bastin) confirment la présence de grands mammifères dans les différentes zones du site. Les résultats de ces enquêtes indiquent clairement que les observations ne sont pas occasionnelles ; au contraire la plupart des espèces citées telles le potamochère, le gorille, le chimpanzé...seraient abondantes* ».

Plus particulièrement, les grands singes de la région -espèces considérées comme charismatiques- ont attiré l'attention de la communauté internationale. Dans le cadre du programme ECOFAC en forêt de Ngotto, le comportement nidificateur des gorilles et chimpanzés a été étudié (Brugière *et al.*, juin 1999), de même que la structure de la communauté des primates simiens (Brugière *et al.*, septembre 1999).

• Objectifs

Si les objectifs de protection et d'aménagement sont globalement atteints (1^{er} et 2^{ème} volets), en revanche le 3^{ème} volet du programme ECOFAC, relatif au *Développement socio-économique des populations environnantes par le développement rural et la valorisation rationnelle des ressources forestières*, s'avère avoir en grande partie échoué. Outre les raisons d'ordre pratique, les difficultés rencontrées par ce volet seraient d'abord dues à des défauts de conception même du programme, notamment à l'inadéquation des moyens prévus avec les objectifs à atteindre.

Relayant les conclusions des travaux antérieurs (Duhem, 1993 ; Bonnanée, 1994 ; Besse, 1994), de Garine (1996) pose même la question de l'existence même de ce volet. Les lacunes relevées au cours de la phase I (défaut de communication entre les parties, manque d'implantation du projet dans le tissu social et politique de la zone) n'ont été que partiellement comblées par la suite (récolte de données socio-économiques, animation rurale), tandis que les demandes exprimées par les populations en terme de développement -demandes qui reflètent la grande précarité des conditions de vie dans la zone- n'ont été ni réellement identifiées ni satisfaites (Joiris & Binot, 2001).

En outre, les interventions «musclées» (perquisitions dans les domiciles) ou injustes (saisies d'armes mal ciblées) menées par les écogardes ont été très mal vécues par les villageois (Garine, 1999) : elles ont détérioré l'image du projet et engendré, dans certains cas, des ripostes violentes (par exemple, la destruction d'un site d'élevage de poulets construit par le programme).

• Peuplement et distribution sur la zone

La population humaine présente sur la zone d'intervention du projet est estimée à 20 000 habitants. En 1994, le recensement communal de Bonnanée avait compté 11 300 habitants (COSSOCIM, 1998). Elle se distribue sur une soixantaine de villages, avec une densité très faible, inférieure à 0,2 habitants par km².

La population humaine consiste en une mosaïque d'ethnies comportant d'un côté des chasseurs-cueilleurs en voie de sédentarisation (Pygmées Aka et Bofi), de l'autre des essarteurs plus ou moins traditionnels fortement diversifiés : aux ethnies «pionnières» Bakota, Ngando, Pandé, Ngbaka et Ngundi (Thomas, 1979 ; Bahuchet, 1985, 1992, 1993 ; Dangholo, 1996), sont venus s'ajouter -par vagues- des immigrants Mbatî, Bofi, Bolemba (Coquery-Vidrovitch, 1972) et Gbaya, Banda Yangéré (Bruehl, 1910 ; Lakara, 1996 ; Dangolho, 1995), attirés par la collecte du caoutchouc.

La région connaît ensuite un afflux de *musulmans* (Sénégalais, Camerounais, Tchadiens) et de travailleurs (Ngbaka, Gbanu, Mandja, Yakoma, Sara-Kaba) attirés, les uns par le commerce, les autres par l'extraction du diamant (Duhem, 1993). Plus récemment, on assiste à l'arrivée de travailleurs attirés par les perspectives d'emploi que génèrent les scieries (IFB et SEFCA) et le projet ECOFAC (Binot & Baliguini, 2000).

La population est inégalement répartie sur la zone : de fortes concentrations observables en périphérie des exploitations forestières, sur certains sites miniers et le long des axes routiers (Mambélé-Ngotto) tranchent avec une faible densité de population dans les zones forestières enclavées (pistes Ngotto-Mouloukou, zone sud de la Bodingué), voire avec un peuplement en déclin (axe Dambadzodzo-Ndélé et axe Mambélé-Sciplac). La création de la route du 4^e parallèle (Bambio-Yamando) accentue ce tableau : de nombreux villages migrent en bloc pour s'y installer, tandis que d'autres voient leur population se vider; les villages de Kanaré et de Ndélé auraient ainsi accusé une baisse de population de -respectivement- 63 et 25 %, tandis que la population de Mambélé aurait décuplé une première fois entre 1988 et 1998 (COSSOCIM, 1998) et à nouveau entre 1998 et 2002 (P.-M. Djangala, com. pers.).

• Organisation socio-politique

Les sociétés présentes sur la zone comportent plusieurs segments de lignage patrilineaires exogames (ou clans), le plus souvent nommés individuellement (de Garine, 1996). Chez les Pygmées Aka, c'est le campement qui constitue l'unité sociale de base (Bahuchet, 1992).

Comme dans d'autres sociétés d'Afrique forestière, la structure du pouvoir, de type acéphale, est assez fluide. Fruit du pouvoir administratif, le chef (élu) fait plutôt office d'interface entre l'Etat et les administrés que de leader traditionnel : en effet, la politique villageoise est surtout entre les mains des élites locales - dont le réseau d'alliances et les performances économiques font le succès (Joiris & Bahuchet, 1994)- et d'autres membres du *conseil des notables*, tels les aînés de clans, les responsables d'associations de producteurs (GIR), d'organisations de base (des jeunes, des femmes, etc) ou d'Eglise (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1997). En dépit du discours officiel (et de l'euphémisme de «citoyen» dont ils sont affublés), les Pygmées sont en marge de l'arène politique locale.

• Aspects fonciers

Le 'finage' villageois correspond à l'étendue sur laquelle peuvent s'exercer des droits d'usage (Joiris, 1996; Karsenty & Marie, 1997). Les terres appartiennent au lignage, qui les met à disposition de ses membres et sur lesquelles ces derniers bénéficient d'un droit coutumier d'usufruit. La plantation (cacao ou café, vergers), bien personnel héritable de père en fils, échappe toutefois à cette règle.

L'exploitation du terroir villageois pour les activités de subsistance se dessine schématiquement en cercles concentriques, la zone agraire (terres agricoles et jachères) étant circonscrite dans un rayon de deux kilomètres autour du village, les activités de chasse et de collecte s'organisant en marge de cette dernière (Joiris & Binot, 2001).

Les villageois enquêtés ont tous une connaissance précise des limites de leur finage, de même que de l'étendue des zones dont ils partagent l'usage avec leurs voisins. L'aire vitale des

Pygmées (Aka) se «superpose» d'une certaine manière aux finages des différents villages de sédentaires en périphérie desquels ils vivent.

L'occupation des terres par des personnes étrangères à la zone est en principe conditionnée par une autorisation accordée préalablement par le chef de village ou de clan. L'installation massive de nouveaux immigrants dans la zone perturbe ce mode d'accès (Binot & Baliguini, 2000; A. Mokaba, com. pers.) : 50 % des villages enquêtés (COSSOCIM, 1998) déclaraient connaître des conflits de cet ordre.

- **Système de production**

Traditionnellement, le système de production forestier est voué à l'auto-consommation : il se fonde sur une complémentarité entre ressources domestiques (agriculture vivrière de type itinérante sur brûlis) et ressources spontanées (chasse et piégeage, pêche et collecte).

Ce système s'est ouvert à la caféiculture avec la colonisation et s'assortit d'activités extractives saisonnières (diamant). Dans les années 80, suite à la chute des prix du café et, faute de pouvoir écouler leur récolte, les planteurs -à l'exception des villages situés sur l'axe routier Moloukou-Kenga (Garine, 1996)- abandonnent cette culture de rente, se retrouvant privés d'une ressource monétaire substantielle.

Répondant à ce déficit, un système «moderne», *complexe et opportuniste* (Bahuchet, 2000), se met en place : les essarteurs étoffent leurs activités (arboriculture, «*cash cropping*» vivrier) et développent la commercialisation des produits forestiers non ligneux, augmentant leur dépendance à l'égard des ressources naturelles «sauvages» telles les chenilles (*Imbrasia spp.*), les feuilles de koko (*Gnetum spp.*) et -surtout- le gibier. La forte pression de chasse actuelle n'est pas indépendante de la paupérisation du monde rural.

- **La chasse, une activité incontournable**

Il faut bien se rendre à l'évidence que tous les villageois chassent, et ne renonceront jamais à cette activité, que ce soit pour la consommation domestique ou comme appoint financier (Garine, 1996). Il est toutefois nécessaire d'opérer une distinction entre -d'une part- les populations résidentes qui chassent et piègent sur leur propre finage et -de l'autre- les chasseurs professionnels allochtones qui -sur ce même finage- pratiquent une chasse intensive à vocation commerciale en direction des marchés urbains. Ces derniers sont au service de commanditaires extérieurs, puissants et «protégés», qui acheminent la venaison vers les grands marchés urbains : plusieurs études (Maro, 1995; Dethier & Ghuirghi, 2000; Dieval, 2000) montrent en effet que le gibier en provenance de la zone de conservation d'ECOFAC approvisionne en majeure partie les marchés de Nola et de Berbérati et, dans une bien moindre mesure, ceux de Mbaïki et de Bangui. Ce constat est confirmé par différents agents travaillant dans la région (H.M Maïbou, PARPAF-Berbérati; J. Allier, Eaux & Forêts Nola; P-M Djangala, ECOFAC-Ngotto, com. pers.). Parallèlement, un petit trafic (aux mains des camionneurs et des conducteurs d'engin) répond à la demande générée par le personnel des scieries et leur entourage (A. Pénelon, com. pers.; Binot & Baliguini, 2000).

A mi-chemin de ces deux catégories, nous trouvons des commerçantes itinérantes -les «*wallie gara*»- qui distribuent des cartouches aux villageois et aux Pygmées afin qu'ils chassent et transportent pour leur compte. Elles les paient souvent en nature, troquant la venaison (dans des

termes qui seraient souvent défavorables aux producteurs et donc dévalorisants pour le produit ‘viande de brousse’) avec des marchandises de première nécessité.

On trouve également de jeunes hommes qui ont abandonné l’agriculture et s’adonnent à plein temps à la chasse commerciale en périphérie des exploitations forestières.

- **Autres intervenants sur la zone du programme**

- IFB (Industrie Forestière de Batalimo) : installée à Ngotto depuis 1996 (attribution du 7 mars 1986); PEA 169 sur 195 000 ha; durée illimitée; exploité depuis 2000.
- SEFCA (Société d'Exploitation Forestière Centrafricaine) : installée à Sciplac depuis 1989; permis 174 sur 361 026 ha; 762 travailleurs permanents en 2001; scierie déplacée de Sciplac à Mambele en 1998.
- Save the Great Apes : ONG américaine menant des recherches sur les chimpanzés autour de Grima.

2. FINALITE

2.1. BUT DU PROJET

Le but visé par le projet est de contribuer à conserver durablement la biodiversité de la zone forestière en République Centrafricaine. Parvenir à valoriser la faune et la flore sauvages sans les dégrader, ni *a fortiori* les détruire, est perçu comme la meilleure option pour réussir à concilier les intérêts du développement humain et ceux de la conservation naturelle.

Inscrit dans le cadre du programme ECOFAC, le projet prévoit la mise en place des modalités techniques, sociales et administratives d'une gestion durable de la faune par les populations de la région, dans un but d'approvisionnement durable des marchés ruraux et urbains, ces derniers étant fortement liés à la présence des exploitations forestières et des sites diamantifères.

2.2. DEMARCHE DU PROJET

- **Philosophie de la démarche**

Le projet entend se démarquer d'approches protectionnistes plus fondamentalistes en prenant le parti de travailler *avec* les communautés locales et non *contre* elles. Aussi est-il question de restituer aux villageois leur droit traditionnel (chasse à des fins de subsistance et d'appoint financier), à condition qu'ils se chargent de gérer leur finage en respectant (et en faisant respecter) un mode d'exploitation durable des ressources fauniques qu'ils ont préalablement contribué à définir. A titre démonstratif, l'octroi aux propriétaires de ranch et aux communautés rurales d'un droit d'occupation des terres (« *land tenure* ») et d'usage de ses ressources est un élément-clé du succès qu'ont connu, au Zimbabwe (i) le réseau CAMPFIRE sur les terres communales et (ii) les « *conservancies* » sur les terres commerciales (Metcalfé, 1994). On pourrait citer d'autres exemples participant du même principe, notamment ceux des « *conservancies* » dans les zones communales en Namibie. De façon similaire ici, en cherchant à ce que les villageois se l'approprient, le projet gage -en terme de biodiversité mondiale- sur des acquis modestes, mais pérennes.

Au-delà du problème d'écologie et de dynamique des populations animales, le commerce de venaison met en jeu plusieurs catégories d'acteurs sociaux dont il importe de percevoir les besoins et les motivations (Bahuchet, 2000), et qui doivent nécessairement être impliqués dans le processus de gestion durable de la ressource faune. C'est par le biais de la méthode participative que le projet répond à ce souci : il propose une approche pluraliste de la gestion des ressources naturelles, tenant compte des différents acteurs comme des valeurs et des intérêts qui les animent. De plus, la mise en place d'organes de concertation fonctionnant sur un mode démocratique double la gestion participative des ressources naturelles d'un processus politique et culturel, à la recherche d'équité et de justice sociale (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2000).

Le projet est toutefois conscient des limites que rencontrent les modèles occidentaux de gestion communautaire où, en pratique, le terme de participation renvoie le plus souvent « à un projet conçu de manière externe auquel doivent se plier les populations locales » (Karsenty & Joiris, 1999). Le projet n'exclut pas de modifier sa substance, notamment en s'associant aux systèmes de négociation autochtones par exemple, pour qu'il « prenne sens » dans le contexte de compétition pour l'acquisition de prestige qui a pu être observé.

Enfin, en s'engageant à agir sur le plan socio-économique (développement des productions animales domestiques existantes), le projet prévoit d'agir simultanément en amont de la chaîne (atténuation de la pression sur la faune) et en aval de celle-ci (réponse au désir de « mieux-être » exprimé par la population), sans pour autant verser dans le biais d'alternatives aventureuses qui s'avèrent au bout du compte bien plus préjudiciables à l'environnement naturel : condamner la consommation de viande de brousse reviendrait, comme cela s'est vu dans certaines régions d'Amazonie par exemple, à détruire d'immenses superficies de forêt naturelle afin de créer des pâturages pour l'élevage de bétail, perdant ainsi à jamais la biodiversité existante.

Le projet privilégie le recours à la méthode participative qui favorise des conditions de dialogue permettant aux populations d'effectuer (i) leur auto-analyse des problèmes, des besoins et des potentialités existantes, ainsi que (ii) la recherche de solutions réalisables (GRAPP, 1998). Elle constitue en outre un moyen d'« *empowerment* » propice à recueillir l'opinion de tous les membres de l'assistance (Solly, 1999), en particulier dans ces sociétés où l'ancien prime sur le jeune, le scolarisé sur l'illettré, l'homme sur la femme. Corollairement, la prise en compte de tous les avis renforce l'effet de responsabilisation collective à l'égard du projet. Les méthodes et techniques proposées pour animer les groupes villageois sont reprises des auteurs de référence en la matière, notamment : Burkey, 1993; Bacquellaine, 1995 ; Barton *et al.*, 1998; Borrini-Feyerabend *et al.*, 2000 ; Nguingiri (ed.), 2001.

A un échelon supérieur, la dynamisation du corporatisme et sa formalisation offre aux communautés un moyen (socialement acceptable) de se défendre contre la spoliation de leurs ressources par autrui, en particulier dans une société où l'individu se doit de céder devant tout argument de pouvoir ou d'autorité. Enfin, en se reposant sur le contrôle social comme mode traditionnel de régulation, le projet compte inciter les chasseurs -puis les commerçants- à se l'approprier dans toutes ses dimensions, afin qu'ils élaborent par eux-mêmes –et dans leur propre intérêt- des modes de gestion des ressources fauniques à la fois durables et culturellement acceptables.

Nous sommes toutefois bien conscients de la probabilité -au premier abord- d'attitudes rétives à la philosophie du projet : en effet, l'idée est solidement ancrée d'un «projet-providence», voué à apporter le développement, ou tout au moins ses attributs (routes, constructions prestigieuses, etc.) sous forme de don.

Ce choix méthodologique a deux implications :

- D'une part, le projet s'engage davantage dans un processus (responsabilisation des riverains à l'égard de leur terroir, mise à l'épreuve de modes de gestion de la chasse) visant une production durable de viande de brousse, que dans l'observation scrupuleuse d'un cahier des charges garantissant la livraison «clé en main» d'un résultat en terme abstrait de biodiversité. En effet, la performance des comités de gestion villageois et des autres structures intégrant les populations riveraines n'est pas acquise : elle constitue certainement un des plus grands défis de la démarche participative en milieu forestier (Joiris, 2000).
- D'autre part, il est impérieux de pouvoir compter sur la présence soutenue d'agents dans les villages : il ressort de notre visite sur le terrain qu'il faut avant tout rétablir le dialogue avec la population de la zone-tampon, puis assurer une relation suivie des groupes en instaurant des modes de communication (information suivie, diffusée en temps et en heure) et en observant une transparence dans les actions. «*Dans la plupart des contextes, la mise en*

place d'un régime de gestion participative efficace et équitable n'est rien de moins qu'une révolution politique et culturelle qui a, avant tout, besoin de temps» (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2000). Dans cet esprit, le projet privilégie l'engagement de volontaires qui, pour des raisons évidentes (disponibilité importante, coût modéré, etc.), peuvent seuls effectuer de longs séjours sur le terrain. Ces derniers devront impérativement disposer d'atouts en terme d'animation et faire preuve d'une solide capacité d'adaptation et de négociation. Ils devront nécessairement être épaulés par l'équipe du projet ECOFAC, sans omettre les missions de spécialistes, avec un accent particulier sur les animateurs nationaux qui, possédant une bonne connaissance de la situation historique, culturelle et politique des communautés visées, pourront anticiper et traiter avec finesse les problèmes qui ne manqueront pas de surgir avec les acteurs locaux. A ce titre, les questions liées aux relations de pouvoir (rôle des élites, par exemple) et à l'attitude face au changement et à la modernité, sont d'une importance capitale (Biershenk & de Sardan, 1997; Solly, 2002).

- **Itinéraire concret de la démarche**

Deux itinéraires sont proposés simultanément pour atteindre le but final évoqué plus haut :

- **assurer la durabilité de la production de viande de brousse**

En aidant les acteurs locaux à s'organiser pour gérer la ressource faunique, le projet cherche à responsabiliser les communautés locales à l'égard (i) de leur propre sécurité alimentaire fortement dépendante de la faune et (ii) de la sauvegarde et même du développement- de la faune sauvage dans la région. Le projet prend le parti de travailler en étroite proximité avec les communautés locales afin de restaurer le partenariat avec les populations et de s'inscrire dans un contexte politique favorable. Le projet appréhende (i) la chasse comme un vecteur de conservation de la biodiversité globale et (ii) la viande de brousse comme une production animale à part entière : toutes deux doivent nécessairement être réhabilitées si l'on tient à conserver les écosystèmes naturels en l'état.

- **atténuer la pression sur la ressource faune**

Même si elle reste encore mal évaluée, l'actuelle pression de chasse exercée sur la faune sauvage présente des risques avec l'accroissement de l'emprise anthropique sur la zone, (i) des risques pour la survie de la faune elle-même, (ii) des risques en conséquence pour le bien-être de populations humaines dont l'alimentation est largement dépendante de cette faune. De meilleures techniques de chasse et de pêche doivent permettre d'améliorer la gestion –et même la productivité- du stock de faune sauvage terrestre et aquatique. Le développement du petit élevage villageois doit parallèlement compléter la viande sauvage par de la viande domestique.

II. OBJECTIFS DU PROJET

Cf. tableau 9 en page suivante : « Cadre logique du projet GTCV ».

GESTION DES TERROIRS DE CHASSE VILLAGEOISE : CADRE LOGIQUE

BUT	OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIVITES	PRODUITS ATTENDUS
Contribuer à la valorisation durable de la diversité biologique	Production durable de la viande de brousse	1. Organisation des terroirs de chasse	1.1. Identification du finage des terroirs de chasse 1.2. Classement des terroirs de chasse	terroirs organisés
		2. Organisation des chasseurs	2.1. Identification participative des communautés de chasseurs et ayant-droits 2.2. Promotion de groupements de chasseurs 2.3. Animation des groupements de chasseurs	chasseurs organisés
		3. Organisation de la chasse	3.1. Evaluation participative de la chasse et de ses impacts (i) socio-économiques et ii) environnementaux + droit coutumier 3.2. Elaboration participative de plans de gestion de la chasse (terroirs, gibier, chasseurs, etc) 3.3. Mise en œuvre des plans de gestion & auto-évaluation	chasse organisée et plan de gestion opérationnel
		4. Organisation de la filière	4.1. Identification participative des acteurs de la filière (communautés de commerçants, etc.) 4.2. Promotion et animation de groupements de commerçants 4.3. Evaluation des aspects réglementaires	filière organisée et maîtrisée par les acteurs
		5. Amélioration de la qualité de la viande de brousse	5.1. Transformation, conservation & traçabilité 5.2. Prévention des zoonoses transmises par la viande de brousse	santé publique sécurisée
	Atténuation de la pression sur la ressource faune	6. Développement des productions animales sauvages	6.1. Amélioration de la technologie de la chasse 6.2. Développement du secteur de la pêche	pression atténuée sur la ressource faune
		7. Développement des productions animales domestiques existantes	7.1. Développement du petit élevage villageois (volaille, caprin, éventuellement apiculture, etc.)	

III. DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES COMPOSANTES

1. COMPOSANTE 1 : ORGANISATION DES TERROIRS DE CHASSE

- **Identification des finages villageois**

L'identification du finage de chaque village suit la méthode connue (Penelon *et al.*, 1998) de la cartographie participative ("*participatory mapping*") qui comprend plusieurs étapes :

- Dans un premier temps, tous les participants dans chaque village ont l'occasion de réagir spontanément au départ du dessin du terroir réalisé par l'un d'eux.
- Dans un deuxième temps, une réunion rassemblant les personnalités responsables de villages riverains (chefs, notables, élites, etc.) permet de confronter les cartes de finage respectives, de négocier les aires de recouvrement, de modifier les cartes d'origine en conséquence après avoir obtenu un consensus sur les limites.
- Dans un troisième temps, des sorties sur le terrain sont conduites avec des nationaux responsables de l'expertise cartographie des terroirs afin de repérer les sites remarquables cités comme limites, qu'ils soient naturels (cours d'eau, arbres, lignes de crêtes, etc.) ou non (pistes, sentiers, villages, etc.) : sites et limites géoréférencés sont reportés sur carte IGN au 1/200.000.
- Dans un quatrième temps, les cartes obtenues sont soumises à l'ensemble de la population village par village, et sont éventuellement corrigées.
- Enfin, une réunion festive est organisée entre villages riverains, où leurs représentants scellent publiquement leur accord sur la version «arrêtée» de la carte des terroirs de chasse.

- **Classement des terroirs de chasse**

Le classement des terroirs, au sens administratif du terme, nécessite un travail préalable dans les villages. Dans chaque village, des entretiens semi-directifs ("*focus group discussions*") sont conduits avec les responsables/ainés/personnes-ressource pour identifier (i) la manière dont ils se représentent les statuts attribués à leurs zones de chasse (zone dite banale, zone à permis d'exploitation forestière, etc), ainsi que (ii) les interdictions/autorisations que ce statut implique.

De ces travaux résulte un ensemble d'informations "officielles" sur (i) le statut actuels (et leurs usages) des zones et (ii) le statut programmé de ces mêmes zones (*anticipated future mapping*) : création/déplacement/fermeture de route, évolution de l'exploitation forestière, intentions des villages, etc. Toutes ces données sont intégrées aux cartes de finage villageois. C'est alors que ces cartes -avec les différents statuts- sont soumises à l'administration à fin de classement officiel en tant que 'terroirs de chasse'.

Les terroirs de chasse en périphérie immédiate des zones urbanisées (Ngotto, Mambélé, etc) constituent un cas particulier. Etant donné le manque de données existantes sur ces zones et la rapidité avec laquelle les changements s'y opèrent, il est nécessaire que le travail des animateurs soit précédé d'une étude portant sur l'identification des protagonistes, les problèmes de tenue foncière et d'accès aux ressources. L'analyse diachronique d'un cycle complet (installation/exploitation/départ) d'un exploitant forestier dans une zone constitue, à ce titre, un sujet de recherche inédit et particulièrement riche.

2. COMPOSANTE 2 : ORGANISATION DES CHASSEURS

• Identification des communautés de chasseurs

On sait l'importance de l'activité cynégétique dans la société puisque la majorité des foyers dépend de la viande sauvage, que ce soit strictement ou relativement. On s'attend à ce qu'un recensement des chasseurs soit progressif et non pas instantané, du fait de la sensibilité du sujet. Toutefois, le recensement des chasseurs, même non exhaustif dans un premier temps, semble une première étape intéressante à plusieurs titres ; il peut permettre :

- d'identifier à qui l'on a affaire ;
- de caractériser les chasseurs grâce à une typologie participative (chasseurs professionnels, occasionnels, opportunistes, etc.) ;
- de lier des relations avec les groupes sociaux existants qui sont liés de près ou de loin à l'utilisation de la faune sauvage aux différents niveaux de la filière gibier, que ce soit la production, la transformation, la commercialisation ou la consommation ;
- d'évaluer le degré d'implication de la société locale dans l'exploitation de la faune sauvage.

• Promotion des communautés de chasseurs

L'individualisme du chasseur, ou (pour les pygmées) l'isolement du groupe de chasseurs dans la société, complique fortement la gestion globale de la ressource faunique. Le développement du corporatisme doit permettre de promouvoir les communautés de chasseurs par une prise de conscience (i) de leur identité, (ii) de leur importance/rôle et (ii) de leur responsabilité dans la société. Il est prévu qu'un travail de sensibilisation soit entrepris pour que ces communautés réalisent bien (i) les atouts (notamment : protection à l'égard des «étrangers») et (ii) les contraintes (notamment : observation de règles internes) qu'entraînent une organisation collective.

Des groupements de chasseurs seront encouragés et des porte-parole seront élus par groupement et par village. La question de la représentativité de ces groupements n'est pas triviale au regard de la complexité du damier ethnique, rural/urbain, socio-économique, etc. Un effort particulier devra être déployé pour aider certains groupes (les femmes, les pygmées, etc.) dans leur représentation d'acteurs sociaux avant toute négociation dans le processus de cogestion. L'efficacité de l'approche se mesurera notamment par le développement du sentiment d'appropriation du projet.

Idéalement, toutes ces groupements de chasseurs pourront se concerter pour constituer, à terme, une fédération de groupements de chasseurs au niveau de la région. On peut en attendre une plus grande force de représentation au niveau du pouvoir central.

• Animation des communautés de chasseurs

L'animation judicieuse des groupements de chasseurs jouera un rôle déterminant pour assurer leur durabilité à long terme. Chaque groupement de chasseurs fera l'objet de réunions au cours desquelles seront menés des débats sur la chasse : par le biais de questions ouvertes, les participants sont invités à s'exprimer sur des situations vécues comme problématiques et incités à aborder des questions sensibles : état de la ressource, effort de chasse, compétition dans l'accès aux ressources, «ayant-droits», «intrus», législation, rapport à l'autorité, vente de venaison. Suite aux débats, des discussions seront orientées vers la hiérarchisation des

problèmes liés à la chasse ("*ranking exercise*") et l'expression/recherche de solutions entrevues pour résoudre les problèmes en évaluant les alternatives ("*priority-setting exercise*").

Cette phase du projet se trouve intimement liée aux autres composantes du projet, en particulier les composantes 3 et 6.

3. COMPOSANTE 3 : ORGANISATION DE LA CHASSE

Cette composante vient s'ancrer dans la précédente au cours des ateliers d'animation, suivis d'entretiens semi-directifs avec des personnes-ressources. L'appui des experts et chercheurs en sciences humaines est important à cette étape du projet, notamment pour ce qui a trait à la connaissance des représentations locales à propos des activités cynégétiques.

• Evaluation participative de la chasse

Lors des ateliers, les chasseurs discutent d'un thème par groupe et sous la direction d'un animateur ("*focus group discussions*") :

- techniques de chasse et évolution par type de gibier;
- importance alimentaire, économique et sociale de la chasse;
- impact de la chasse sur l'environnement : évolution des populations animales; interactions avec la flore, le paysage et l'agriculture; signes de détériorisation/régénération;
- droit coutumier en termes d'accès aux ressources;
- interaction droit coutumier/code forestier);
- règles traditionnelles tombées en désuétude;
- aménagement du terroir de chasse ;
- etc.

Les conclusions des ateliers par groupement seront restituées en séance plénière avec plusieurs groupements de villages voisins :

- les résultats de chaque groupement seront présentés ;
- une synthèse en sera faite ;
- une hiérarchisation des problèmes sera effectuée ;
- des propositions de solutions seront élaborées après discussion des alternatives.

• Mise au point de plans de gestion de la chasse

La même démarche sera conduite par groupement de chasseurs à propos des mesures que les chasseurs sont prêts à prendre et à respecter dans l'optique d'une production durable de viande de brousse ("*group brainstorming*") avec discrimination :

- des espèces chassées;
- des périodes de chasse;
- des techniques de chasse autorisées/interdites;
- des proposition d'aménagements éventuels de la législation;
- etc.

Si l'animateur organise les débats comme de coutume, l'appui complémentaire d'expertise technique en matière de faune, de chasse, d'aménagements, etc. est très important à ce stade. Il permet notamment d'ouvrir les perspectives sur des schémas de gestion nouveaux pour la zone, soit déjà expérimentés ailleurs, soit innovants et à tester. Pour ne pas contraindre le projet avec des options prédéfinies, on ne rentrera pas ici dans une discussion technique.

Même démarche de restitution des résultats en séance plénière.

Par la suite, et au niveau de chaque groupement, on cherchera d'abord à formaliser les mesures que les membres de groupement s'engagent à entreprendre et à respecter. Puis on s'efforcera de contractualiser ces mesures. Idéalement une convention est passée entre les acteurs locaux concernés : un groupement de chasseurs avec (i) le(s) groupement(s) de chasseurs voisins (situés sur la même zone «écologique» ou économique), (ii) un représentant de chaque intervenant important sur la zone (entreprise forestière, projet de conservation, etc.) et (iii) un responsable administratif (Eaux & Forêts, Député, etc.).

Cette étape doit absolument se démarquer des autres par l'organisation d'une célébration festive (repas, boissons, etc.), destinée à marquer les esprits et à engager les protagonistes publiquement.

- **Mise en œuvre des plans de gestion et auto-évaluation**

Les plans de gestion sont mis en œuvre. Au terme d'une période à déterminer, chaque groupement est invité à en évaluer les résultats ("*SWOL analysis : strenght, weaknesses, opportunities & limitations analysis*"). A nouveau, les bilans par groupement sont rediscutés par les différents porte-parole et par les techniciens du projet. Les conclusions peuvent amener à renforcer les plans de gestion initiaux ou -inversement- à en modifier voire en abandonner certains aspects.

Les chasseurs seront incités à discuter des moyens qu'ils utilisent pour apprécier le degré d'impact qu'exercent les techniques de chasse sur l'environnement (épuisement d'une ligne de piège, estimation du degré de régénération des différentes populations animales, etc.) : ces données seront confrontées aux résultats des études effectuées par les techniciens du projet et les chercheurs en sciences biologiques. Les uns et les autres tenteront d'élaborer des outils plus performants (en termes d'efficacité technique, d'acceptation/appropriation sociale, etc.) que ceux qui sont actuellement à notre disposition.

4. COMPOSANTE 4 : ORGANISATION DE LA FILIERE

Force est de constater que la filière « viande de brousse » nous reste ici mal connue, malgré les quelques études réalisées dans un passé récent, ce qui ne signifie pas qu'elle est inconnue de tous : on peut raisonnablement supposer que les acteurs déterminants de la filière en connaissent bien les rouages, mais que son caractère informel contraint fortement le transfert d'information.

Faute de données précises sur le fonctionnement de cette (ou de ces) filière(s), nous suggérons à ce stade d'aider les protagonistes à s'organiser sur un modèle similaire à celui proposé pour les chasseurs. Cette approche pourra évidemment être modulée en fonction de l'évolution des travaux.

- **identification des communautés d'acteurs**

L'identification des communautés d'acteurs de la filière sera le résultat d'un travail d'enquête qui devra être effectué dès le début du projet en amont des villages et jusqu'aux marchés urbains.

A titre d'exemple, on peut déjà présager de l'existence de plusieurs communautés :

- communautés de producteurs : ce sont les chasseurs dans toute leur diversité déjà évoquée,
- communautés de commerçants : réseaux des *walli gara*, groupes de jeunes transporteurs, professionnels commandités, etc.
- communautés de consommateurs : urbains, ruraux, chasseurs-cueilleurs, agro-chasseurs, agriculteurs, ouvriers forestiers ou miniers, etc.

Il est bien entendu qu'à ce stade, les différentes communautés ne se considèrent pas forcément elles-mêmes en tant que telles : les groupes d'acteurs n'ont pas systématiquement conscience de former des communautés.

Cette étape d'identification ne doit pas se limiter aux acteurs mais doit aussi s'étendre aux mécanismes de fonctionnement de la filière.

- **promotion des communautés d'acteurs**

Il s'agit d'aider les groupes d'acteurs à prendre conscience (i) de la convergence de leurs activités respectives et (ii) de leur nature de communauté professionnelle centrée autour d'un même produit, la venaison. Là aussi le développement du corporatisme doit servir de support à la responsabilisation collective.

La promotion de groupements de producteurs (les chasseurs, mais aussi les pêcheurs et les cueilleurs) a déjà été abordée précédemment. La promotion de groupements de commerçants peut s'envisager de façon similaire, en gardant à l'esprit que des spécificités et des résistances de taille peuvent imposer des méthodes spécifiques. La promotion de groupements de consommateurs n'est pas inintéressante, même si elle peut paraître superflue au premier abord : elle peut permettre d'influer positivement la filière, notamment en termes de qualité sanitaire des produits.

Un point important doit être souligné pour la bonne conduite de cette étape : ce travail doit être entrepris de manière participative afin (i) de garder intacte, autant que possible, la dynamique existante et (ii) de ne pas provoquer de réaction de rejet de la part de certains groupes d'acteurs.

- **animation des communautés d'acteurs**

L'animation de ces groupements d'acteurs sera effectuée selon les méthodes déjà décrites. Un travail préalable de mise en confiance des groupements consistera à stimuler la discussion entre membres d'un même groupement, puis à faire exprimer leurs propositions visant à organiser leur activité dans l'esprit d'une utilisation durable de la ressource et d'une commercialisation pérenne de la viande de brousse. Il s'agit d'un travail de proximité, aussi peu directif que possible, qui nécessite d'être mené avec professionnalisme : du tact pour éviter les impairs, un grand respect culturel, de la patience, etc.

5. COMPOSANTE 5 : AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA VIANDE DE BROUSSE

Le Directeur de la Santé Animale de RCA fait le point de la situation : « *Malgré la place très importante du gibier dans l'alimentation du Centrafricain, la production, la commercialisation et la consommation de cette viande noble ne sont pas encore bien réglementées dans ce pays, ce qui est certainement à l'origine de problèmes sanitaires pour les intervenants de la filière []*. Les textes de portée générale (6 ont été identifiés) et de portée spécifique (2 ont été identifiés) sont soit inadaptés soit incomplets en ce qui concerne le gibier destiné à la consommation humaine. Des précisions réglementaires doivent être apportées quant à la production, la commercialisation et la consommation de gibier » (Koumanda Kotogne, 2002). A noter en particulier qu'un Code d'Hygiène a déjà été adopté par le Gouvernement mais n'a pas encore été examiné par l'Assemblée Nationale : l'article 30 de la section 1 du chapitre III (intitulé : « de l'hygiène alimentaire ») traite spécifiquement de la protection de la viande de chasse contre les nuisibles.

Trois étapes consécutives sont prévues au projet dans ce domaine :

- Un diagnostic de la situation sanitaire de la viande de brousse tout au long de la filière, depuis l'abattage, jusqu'au consommateur en passant par le transport, l'entreposage, la transformation et la conservation.
- Après restitution de l'état des lieux auprès des acteurs de la filière, un travail de réflexion et discussion avec les acteurs de la filière et les autorités compétentes sur les mesures qu'il serait souhaitable et acceptable d'adopter pour améliorer la situation.
- Une fois le plan d'action défini par les acteurs, le projet encouragera la mise en œuvre des mesures décidées. La durée du projet est trop courte pour prévoir d'atteindre complètement des objectifs idéaux. L'objectif est ici d'engager les acteurs de la filière dans une dynamique nouvelle susceptible de perdurer.

6. COMPOSANTE 6 : DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES SAUVAGES

Parmi les modes d'occupation des terres, les productions animales sauvages sont probablement les plus conservateurs des espaces naturels : la quasi-totalité des alternatives sont comparativement destructrices du paysage à un degré ou à un autre, que ce soit l'agriculture, l'élevage, la foresterie ou la mine. Quand et là où il réussit, le développement des productions fauniques en général (terrestres et aquatiques) permet d'améliorer la production des milieux naturels (augmentation de leur productivité) :

- justifiant ainsi leur conservation en l'état et,
- démotivant leur conversion en milieux transformés/anthropisés.

• Amélioration de la technologie de la chasse

Il s'agit d'améliorer les pratiques cynégétiques pour mieux valoriser la ressource faunique tout en la développant et en la conservant sur le long terme. Ces améliorations résulteront de mises au point techniques réalisées à partir (i) du savoir-faire traditionnel des chasseurs locaux et (ii) des innovations proposées par les experts et discutées avec les intéressés.

Sans rentrer dans le détail technologique, la production de viande de faune peut être optimisée de nombreuses manières qui doivent être définies et validées sur le site du projet en travaillant sur :

- les terroirs de chasse : zonage, mises en réserve volontaires, réserves temporaires tournantes, etc.,
- l'aménagement des saisons de chasse selon les gibiers, les modes de prélèvement et la saisonnalité écologique (fructification des arbres, reproduction des animaux, etc.) : respect des périodes de mises-bas, adéquation de l'offre à la fluctuation de la demande (et inversement ?), etc.,
- les gibiers : prise de conscience des différences de statut de conservation pour chaque taxon, adéquation du niveau de prélèvement à la résilience de chaque taxon (sensibilité/résistance à la pression de chasse), etc.,
- les méthodes : initiation d'une réflexion des chasseurs sur l'impact biologique de chaque technique de chasse, mise au point de technologies biaisant le sex-ratio en faveur des femelles afin d'augmenter le taux de recrutement (exemples : relâcher d'un certain pourcentage des femelles lors des chasses au filet, mâles adultes prélevés par la chasse touristique), etc.,
- la répartition de l'effort de chasse sur un terroir donné parmi les différents usagers : rotation des terroirs de chasse en fonction (i) des groupes d'usagers, (ii) des techniques de chasse, (iii) des gibiers, etc.,
- etc.

Le cas particulier du potamochère (*Potamocheirus porcus*, « red river hog ») est intéressant. En première approche, nos observations de terrain semblent révéler que ce suidé sauvage (et résistant à la peste porcine) est actuellement sous-exploité et mal valorisé. Parmi les ongulés sauvages de la région, c'est celui qui exprime le plus fort taux d'accroissement interne. Sa densité semble élevée sur la zone du projet malgré la forte pression de chasse globale. Les techniques de chasse actuellement pratiquées sur le potamochère apparaissent peu efficaces en terme de production : du fait de sa vivacité et de sa 'perspicacité', cette espèce se laisse difficilement prendre au collet et, du fait de sa grégarité, les groupes s'échappent rapidement dès le premier 'tir de nuit à la lampe'. En outre, telle qu'elle est pratiquée actuellement, la chasse au potamochère prélève indifféremment tous sexes et âges, de manière aléatoire. L'adaptation au contexte local de la capture sélective au piège, comme elle est expérimentée au Gabon (ranch de la Lékédi, région du Haut-Mbomou), doit certainement permettre de relâcher les femelles adultes reproductrices pour sauvegarder les capacités de reproduction de la population. Il s'agit là d'une voie intéressante à explorer avec les chasseurs locaux.

• Amélioration de la technologie de la pêche

La pêche reste encore aujourd'hui une activité faiblement pratiquée dans la région pour diverses raisons, notamment culturelles (les pygmées ne la pratiquent pas) ou d'usage (elle est souvent considérée comme plus pénible que la chasse). Les pêcheurs sont relativement peu nombreux et il semble que la ressource halieutique soit sous-valorisée. Pourtant, le poisson est extrêmement apprécié dans la région : les prix sont élevés et la demande excède l'offre.

Les pêcheurs en activité semblent travailler isolément ou en groupes réduits avec très peu de contact entre eux. De surcroît, à première vue, les techniques de pêche sont assez rudimentaires. En fin de compte, il apparaît que le poisson n'est pas exploité comme il pourrait l'être. La marge de progrès en matière de production halieutique semble donc importante.

Un travail simple d'accompagnement des pêcheurs en activité peut conduire rapidement à fédérer les forces de production autour de leur activité commune. L'amélioration des modes de pêche avec -et par- les pêcheurs eux-même au moyen de technologies locales appropriées doit permettre d'augmenter la production au bénéfice, non seulement des producteurs, mais aussi des commerçants et des consommateurs. La gestion raisonnée du stock halieutique doit progressivement devenir la préoccupation de tous au sein de la filière dans le but de (i) durabiliser le développement de la pêche et de (ii) substituer une part des produits de la chasse par ceux de la pêche.

7. COMPOSANTE 7 : DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES DOMESTIQUES EXISTANTES

L'élevage d'animaux domestiques a son rôle à jouer dans la logique du projet. Certes, en termes de biodiversité, il concerne des espèces exotiques qui ont été introduites relativement récemment dans l'écosystème forestier, encore faut-il préciser qu'elles ne survivent que dans les formations anthropisées très modifiées et qu'elles ne résistent pas dans les paysages naturels intègres. Toutefois, il a trouvé sa place dans les cultures locales (hormis les pygmées) : il est bien intégré dans les us et coutumes (rente, cash, troc, cadeau, monnaie, dote, etc.), il est apprécié au plan alimentaire, il est considéré comme moins pénible que la chasse (tel qu'il est pratiqué actuellement sans intrants).

Le développement de l'élevage domestique a pour intérêt de diminuer la dépendance des communautés locales à l'égard de la viande de brousse. Pour toutes sortes de raisons, notamment culturelles, il reste illusoire de penser à une substitution complète. Mais on prévoit qu'une plus grande disponibilité en produits d'élevage peut inciter à alléger la pression de chasse. Eventuellement, si elle devient réellement profitable, elle peut aussi motiver ou encourager certains individus à se convertir de chasseurs en éleveurs.

Un point très important à évoquer à ce stade. Ce volet du projet est concentré exclusivement sur des espèces déjà bien ancrées dans les cultures locales, le choix de la poule et de la chèvre n'est donc pas anodin :

- pour des raisons socio-culturelles, il est effectivement plus judicieux de développer des activités déjà bien installées dans le contexte ;
- pour des raisons écologiques, il est clairement mieux approprié de développer le petit élevage villageois que, par exemple, un élevage de gros bétail qui nécessiterait des pâturages créés forcément aux dépens de la forêt naturelle.

Dans la région, l'élevage de poule (volailles) est une activité usuelle, très appréciée mais fortement contrainte par des difficultés techniques. Il en est de même pour l'élevage de chèvres (cabris). L'identification des problèmes d'élevage, et leur hiérarchisation, permettra de définir un plan de travail simple mais efficace pour augmenter les performances de production. Il ne s'agit pas de mettre sur pied un projet d'élevage classique, mais simplement d'aider les éleveurs à s'affranchir des obstacles les plus évidents au développement de leur activité. Sans présager de la nature de ces obstacles, le projet pourra s'intéresser à la lutte contre la prédation, à la prévention des grandes épizooties ou à l'optimisation des régimes alimentaires, etc.

IV. MONTAGE INSTITUTIONNEL ET FINANCIER

1. MONTAGE INSTITUTIONNEL

• Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le Ministère des Eaux Forêts Chasses Pêches Environnement et Tourisme (MEFCPET) de la République Centrafricaine. Le MEFCPET passera une convention de financement avec le MAE et le FFEM.

En tant qu'autorité de tutelle, le MEFCPET assume la responsabilité de la bonne marche du projet. Outre la charge directe de son propre personnel sur la zone du projet, il assure la coordination avec les autres ministères et les administrations locales.

Le MEFCPET contribue financièrement au projet au travers du « fonds forestier » (Compte d'affectation spécial développement forestier et touristique) dont le mandat est précisément de servir de fonds de contrepartie.

• Maître d'œuvre

Le programme ECOFAC est le maître d'œuvre du projet. Cette responsabilité est dépendante de sa poursuite en tant que programme, indépendamment de la reconduction ou non du financement de l'Union Européenne. Sans le souhaiter, on peut toutefois envisager que la structure mise en place par ECOFAC puisse prendre une autre nature.

La base ECOFAC à Ngotto sera aussi celle du projet. Les mécanismes administratifs, logistiques et humains mis en place par ECOFAC seront appliqués au projet de sorte que le projet apparaîtra comme un volet complémentaire d'ECOFAC, ceci dans le respect du mandat et des termes de référence du projet.

• Autres partenaires

- Partenaires centrafricains

- L'ANDE (Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage) sera l'opérateur délégué pour la composante 5 du projet ('Amélioration de la qualité de la viande de brousse') ;

- D'autres partenaires centrafricains (universités, ONG, privés, etc.) pourront être associés au projet pour conduire des missions ponctuelles dans le cadre de l'une ou l'autre des composantes.

- Partenaires internationaux

- Le CIRAD (Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement) est à la fois co-bailleur et opérateur du projet. Il met à disposition du projet l'équivalent d'un demi-expert senior expérimenté en matière de valorisation durable des ressources naturelles en milieu forestier.

D'autres partenaires internationaux (universités, ONG, privés, etc.) pourront être associés au projet pour conduire des missions ponctuelles dans le cadre de l'une ou l'autre des composantes, notamment ceux qui se sont déjà investis sur le sujet dans la région comme par exemple le GEPFE (Groupe d'Etude des Populations Forestières Equatoriales) en matière de sciences sociales, ou l'IGF (Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune) en matière de gestion de la faune et de la chasse.

2. MONTAGE FINANCIER

Cf. tableau 10.

TABLEAU 10 : MONTAGE FINANCIER DU PROJET (EN EURO)

Projet/programme	Bailleurs	Total (EURO)
Projet « Gestion des terroirs de chasse villageoise »	FFEM	1 150 000
	MEFCPET	223 000
	CIRAD	150 000
Programme ECOFAC	UE & MEFCPET	2 244 000
Total		3 767 000

V. COUT DU PROJET ET PLAN DE FINANCEMENT

Le budget total du projet s'élève à 3,676 millions EURO sur 3 ans (cf. tableau 11 page suivante), dont 1,15 million EURO demandé au FFEM, soit 30,5 % du montant total.

Le projet s'appuie sur le programme ECOFAC déjà en place et dont la contribution financière peut être évaluée à presque 60 % du coût du projet.

Les apports financiers au projet du MEFCPET (fonds forestier) et du CIRAD sont respectivement de 6 et 4%.

Budget prévisionnel du projet GTCV (en EUROS)	Année 1				Année 2				Année 3				TOTAL				
	ECOFAC	MEF	CPE	CIRAD	FFEM	ECOFAC	MEF	CPE	CIRAD	FFEM	ECOFAC	MEF	CPE	CIRAD	FFEM	FFEM	GENERAL
Ressources humaines																	
Personnel national :																	
1 chef de volet (17000EUROS/an)	17 000					17 000					17 000					0	51 000
2 animateurs (7000EUROS/an*2)				14 000						14 000					14 000	42 000	42 000
2 chauffeurs mécaniciens (5000EUROS/an*2)	5 000			5 000		5 000				5 000					5 000	15 000	30 000
1 secrétaire comptable (6000EUROS/an)	6 000					6 000					6 000					0	18 000
2 assistants logistique (3500EUROS/an*2)				7 000						7 000					7 000	21 000	21 000
Personnel ECOFAC	155 000					155 000					155 000					0	465 000
Personnel expatrié :																	
1 expert chasse villageoise				50 000	50 000				50 000	50 000			50 000	50 000	50 000	150 000	300 000
1 volontaire chasse villageoise					45 000					45 000				45 000	45 000	135 000	135 000
1 volontaire petit élevage villageois					45 000					45 000				45 000	45 000	135 000	135 000
1 assistant technique ECOFAC	120 000					120 000					120 000					0	360 000
Investissements																	
Logement cadres (30.000EUROS*2)			60 000													0	60 000
Véhicule 4x4 équipé forêt humide (35.000EUROS*2)					70 000											70 000	70 000
Moto tout terrain (5.000EUROS*4)					10 000		10 000									10 000	20 000
Téléphone satellite (1000EUROS*4)					4 000											4 000	4 000
Radio HF (2000EUROS*3)					6 000											6 000	6 000
Panneau solaire (3000EUROS*3)					9 000											9 000	9 000
Ordinateur portable équipé (3000EUROS*4)			6 000		6 000											6 000	12 000
Equipement terrain (4000EUROS*6)					24 000										24 000	48 000	48 000
Barque alu. moteur électrique (5000EUROS)							5 000									0	5 000
Petit équipement					2 000					2 000					2 000	6 000	6 000
Investissements ECOFAC (infrastructures & équipements)	110 000					110 000					110 000					0	330 000
Fonctionnement																	
Véhicules & motos (carburant & entretien)			10 000		15 000			10 000		15 000			10 000		20 000	50 000	80 000
Télécommunication					6 000					6 000					6 000	18 000	18 000
Suivi scientifique :																	
Cartographie des terroirs (expertise nationale)					12 000					12 000			12 000			24 000	36 000
Appui sciences humaines (9000EUROS/mission)					18 000					18 000					9 000	45 000	45 000
Appui sciences biologiques (9000EUROS/mission)					18 000					18 000					18 000	54 000	54 000
Appui santé publique (9000EUROS/mission)					9 000					9 000					9 000	27 000	27 000
Analyses labo. santé publique					5 000					5 000					5 000	15 000	15 000
Animation des groupements :																	
Ateliers d'animation des groupements					12 000					12 000					12 000	36 000	36 000
Echanges avec projets PARPAF, Bangassou, PDZCV					5 000			10 000					10 000			5 000	25 000
Mises au point techniques chasse & pêche					25 000			10 000		25 000			10 000		25 000	75 000	95 000
Mises au point techniques élevage & venaison					5 000			10 000		5 000			10 000		5 000	15 000	
Formation des nationaux :																	
Stages cadres nationaux (4000EUROS*2)					8 000			8 000		8 000			8 000		8 000	24 000	40 000
Stages leaders groupements (200EUROS*60)					12 000			12 000		12 000			12 000		12 000	36 000	60 000
Fonctionnement ECOFAC	335 000					335 000					335 000					0	1 005 000
Evaluation																	
Evaluations externes					12 000										12 000	24 000	24 000
Imprévus																	
Imprévus & divers					15 000					15 000					15 000	45 000	45 000
TOTAL	748 000	76 000	50 000	474 000	748 000	75 000	50 000	328 000	748 000	72 000	50 000	348 000	1 150 000	3 767 000			

VI. JUSTIFICATION D'UNE INTERVENTION DU FFEM

1. BENEFICES POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

La forêt de Ngotto et le bassin de la Lobaye présentent des caractéristiques biogéographiques spécifiques à cette région de l'Afrique Centrale. Bien qu'il soit probable que le bassin de la Lobaye ne renferme guère d'endémisme parmi les mammifères (115 espèces de mammifères typiquement forestiers ont déjà été inventoriées), ce territoire forestier se caractérise par une faune dont les taxa appartiennent à la fois à des grandes deux régions fauniques : « *West Central* » (Cameroun, Guinée équatoriale, Gabon, Congo) et « *East Central* » (Nord-Est du fleuve Congo-Zaïre (Colyn, 1994). En travaillant sur cette seule zone, on sauvegarde donc les ressources des deux grandes régions majeures du Bassin du Congo.

La réhabilitation de la chasse locale comme une activité digne d'intérêt et la valorisation de la viande de brousse comme un produit noble à préserver, contribuent à encourager la conservation en l'état des écosystèmes naturels et concurrencent leur transformation en milieux appauvris par d'autres modes d'utilisation des terroirs. La volonté de concilier les objectifs de conservation et les besoins des populations indigènes constitue donc un atout en terme de maintien de la biodiversité. C'est avant tout un devoir de justice de rappeler que, si les forêts de RCA comme celle de Ngotto forcent aujourd'hui l'admiration des biologistes par leur extraordinaire richesse, c'est précisément parce que leurs habitants «traditionnels» ont su les conserver jusque-là grâce à leurs modes de vie strictement dépendants de l'exploitation des ressources naturelles comme la chasse et la cueillette (Weigel, 1996; Grenand & Grenand, 1996; Birraux-Ziegler, 1997; Gami, 1999). Dans la même logique et, contrairement aux idées reçues, le fait d'autoriser une chasse durable du gibier n'est pas forcément synonyme de destruction de la faune : «*Ce n'est pas tellement les matériaux utilisés (fusil, câbles en acier) qui sont à interdire, mais la manière dont ceux-ci sont utilisés*» (Dethier & Ghiurghi, 2000).

Pour peu que l'on resitue les activités cynégétiques dans le cadre du fonctionnement global de l'agro-sylvo-écosystème, certaines techniques de piégeage incluant l'usage du câble peuvent même fournir la base d'un mode durable d'exploitation des ressources. Dounias (1999) cite à titre d'exemple le «*garden hunting*», système ancien de co-adaptation piégeage-culture où l'agriculteur est disposé à sacrifier une partie de sa production excédentaire pour se fournir en viande (Koch, 1968; Linares, 1976). Attirés vers les champs en production, les gros rongeurs, grands disséminateurs de graines- contribuent au processus de régénération forestière des recrus agricoles et -en vertu de la richesse faunique des espaces secondarisés (Wilkie, 1987; Lahm, 1996; Wilkie & Finn, 1990)- à la reproduction des populations animales. Dounias prône également la réhabilitation de «savoir-faire» cynégétiques, notamment ceptologiques¹, qui sont écologiquement «porteurs», tels les pièges individuels, spécifiques et saisonniers. D'autres perspectives, proposées par le projet, comme le développement des productions animales sauvages (Heymans & Mensah, 1984 ; Feer, 1996), entendent privilégier tous les aspects où cette activité préserve la diversité du système de production forestier.

¹ L'ancien terme 'ceptologie', consacré par Bulliard en 1794, rend compte de techniques de chasse dépendant d'un écart maximal entre l'homme et sa proie, telles que les techniques de piégeage ; on peut considérer qu'il s'agit en fait d'un savoir-faire en matière de piégeage et ici, par extension, de l'art cynégétique traditionnel (Dounias, 1999).

2. EFFETS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT

La nécessité de réorganiser les activités cynégétiques et de réguler le marché de la viande de brousse renvoie à une volonté exprimée par l'Etat centrafricain : le Ministère de tutelle est soucieux à la fois (i) de respecter les objectifs de conservation de la biodiversité affichés par le projet ECOFAC et (ii) de garantir un approvisionnement régulier et sain des villes en viande de brousse.

Le projet de mise en place d'une gestion villageoise des terroirs de chasse s'inscrit également dans la philosophie du projet ECOFAC en venant, (i) certes renforcer les efforts déjà engagés en termes de conservation et de contrôle de la pression sur les ressources, (ii) mais aussi répondre à une forte demande de développement social exprimée par les villages riverains de la réserve. En choisissant de donner un ancrage économique (et socialement inscrit) à la démarche en faveur d'une gestion rationnelle de la chasse, le projet doit redonner une impulsion au volet « développement rural » d'ECOFAC, mais pour lequel il dispose déjà des antécédents et des données de terrain.

La biodiversité est approchée par le projet, non pas uniquement sous l'angle de sa conservation, mais aussi sous celui du rôle socio-économique qu'elle joue dans la société. La faune et la flore sauvages sont bien appréhendées comme des ressources naturelles renouvelables qui, à ce titre, peuvent légitimement être utilisées pour le bien-être de l'homme. La chasse, la pêche et la cueillette retrouvent alors leur fonction de support de développement. Le regain d'intérêt pour ces pratiques (qui sont plus que ça, ce sont de véritables modes de vie) est d'autant plus justifié que les plantations d'antan (café surtout) ont périclité et que les alternatives économiques (exploitations forestière et minière surtout) ont des impacts environnementaux plus négatifs.

Le schéma de développement bâti autour de chasse/pêche/cueillette est approprié en ce sens qu'il s'appuie sur :

- (i) le respect des cultures locales très dépendantes de la nature ;
- (ii) le respect des milieux naturels supports de biodiversité ;
- (iii) le respect d'habitudes alimentaires bien ancrées.

3. ASPECTS NOVATEURS

Le projet se démarque des approches classiques en prenant le parti de travailler *avec* les communautés locales et non pas *contre* elles. Cette conception n'est pas triviale : l'approche participative est universellement évoquée sur le papier, mais elle reste peu mise en œuvre sur le terrain. L'une des explications réside certainement dans les difficultés qu'on rencontre à la traduire dans les faits.

La mise en place d'une gestion communautaire des terroirs de chasse a de bonnes chances d'aboutir lorsqu'elle s'applique à des communautés homogènes, occupant un territoire aux limites bien démarquées. Dans les villages «enclavés» de la zone, l'un des défis sera de convaincre les «sédentaires» de la nécessité d'intégrer les Pygmées aux organes de gestion villageoise (et ces derniers à y collaborer) : les en écarter servirait en effet leur «stratégie du savon» (n'offrir aucune prise à personne), alors qu'ils sont à la fois des personnes-ressource incontournables en terme de gestion de la chasse, mais également de fins chasseurs prompts à offrir leurs services au plus offrant (braconniers, commerçantes, etc); un autre défi sera également de veiller à ce que ces organes soient noyautés par les élites.

Cet objectif sera en revanche beaucoup plus difficile à atteindre dans les zones urbanisées du projet (telles Ngotto et Mambele) où la notion même de « communauté » doit être repensée, à l'image des différents groupes d'intérêt qui la constituent. En effet, l'ampleur, la diversité ethnique et la mobilité qui caractérisent les résidents de ces « villes-champignons » sont autant de facteurs contribuant à affaiblir la solidarité qu'exige une gestion coopérative (Noss, 1997). Il en va de même de la notion de ressources naturelles, dont le capital s'effrite proportionnellement à la croissance de l'effectif de résidents (Kremen *et al.*, 1994 ; Metcalfe, 1994 ; Oates, 1995).

Une autre innovation a trait au concept de productions animales sauvages qui sous-tend le projet, en contre-point des productions animales domestiques qui ont toujours eu tendance à occuper la scène du développement rural classique de manière exclusive. Faire produire de la viande par les espèces animales indigènes parfaitement adaptées à leur milieu peut paraître une évidence, pourtant on a pratiquement toujours considéré que seules les espèces animales domestiques – toutes exotiques et mal adaptées au milieu – en étaient capables et dignes d'intérêt pour le développement rural. En véritable *pionnier*, le projet jettera les bases d'une *zootechnie du sauvage*. Il s'intéressera à la chasse traditionnelle, habituellement considérée comme du braconnage. Quelques audacieux ont déjà cherché à développer des élevages de faune ou du « *game ranching* », mais leur contexte était presque toujours des paysages de savane. Avec le projet, la forêt humide retrouve une vocation oubliée qui lui avait été confisquée par des réglementations inadaptées et des schémas de développement transposés. On espère ainsi apporter une nouvelle valeur ajoutée à la forêt naturelle : la 'rentabilité' de la forêt ne dépend plus exclusivement de l'exploitation du bois, forcément dégradante même si elle est bien conduite, mais se trouve renforcée par un complément de revenu qui impose l'intégrité des habitats. « *Avec la viande de brousse, c'est sur pied que l'arbre trouve sa valeur, et non pas abattu* » (P. Chardonnet, com. pers.).

4. REPLICABILITE

L'innovation est-elle répliquable ? Cette question de fond doit trouver sa réponse dans la réussite même de l'innovation.

Certes, depuis quelques années, l'approche participative n'est plus innovante dans le monde de la conservation. Néanmoins, elle le demeure encore quand il s'agit de 'viande de brousse' à cause de résistances obstinées parmi les protectionnistes des pays du Nord et quelques uns de leurs collègues des pays du Sud qui abordent encore le sujet en termes négatifs d'interdiction, de répression et d'exclusion.

Résolument positive, la démarche testée par le projet peut avoir une portée universelle dans les très nombreuses situations similaires où la biodiversité est menacée sous la pression d'exploitation par des populations locales sans alternatives. La démarche consistant à travailler sur la viande de brousse *avec* les gens et non pas *contre* eux sera d'un intérêt global pour la conservation de la faune et de ses habitats, bien au-delà de la forêt de Ngotto, tant dans le bassin du Congo bien sûr, que dans d'autres centres de biodiversité.

VII. RISQUES ET CONDITIONNALITES

1. RISQUES

1.1. RISQUE POLITIQUE

Le contexte politique représente un risque indéniable, l'actualité le rappelle presque au jour le jour. La situation sécuritaire est globalement instable dans le pays, même si elle est moins mauvaise en forêt (Sud) qu'en savane (Nord). Les agences de coopération et les bailleurs de fonds sont clairement confrontés à des arbitrages difficiles entre les attitudes de *stand by* confortable et de persévérance audacieuse.

Malheureusement, la situation centrafricaine actuelle n'est pas unique, l'histoire ici et ailleurs l'a déjà montré, et elle prédit vraisemblablement d'autres événements de nature similaire. Heureusement, la situation centrafricaine offre ici l'opportunité de s'intéresser à la conservation de la biodiversité en état de crise, alors que la plupart des projets de conservation sont élaborés pour des contextes stables. Travailler en proximité avec les populations locales à distance du pouvoir central donne la possibilité de développer des actions plus résilientes aux chocs politiques. Jusqu'à présent cette option n'a été que très peu employée et il faut bien reconnaître l'absence d'alternative.

1.2. RISQUE INSTITUTIONNEL

Quelle que soit l'issue des événements politiques actuels, on peut raisonnablement prédire que le ministère de tutelle traversera la crise que ce soit sous sa forme actuelle de MEFCPET ou sous une autre. Le montage du projet doit s'appuyer sur cette structure.

Le choix d'inscrire le projet comme une composante nouvelle d'ECOFAC est une sécurité en raison de l'ancrage déjà ancien du projet dans le paysage institutionnel et de son implantation concrète dans le milieu local. On peut aussi considérer qu'ECOFAC et PRASAC sont aussi des institutions internationales reconnues dans l'ensemble du Bassin du Congo.

Au fil de l'histoire centrafricaine, les communautés locales ont été, sont et seront bien présentes dans leur milieu. En centrant son action sur elles, le projet fait le pari de miser sur l'entité la plus stable du pays.

1.3. RISQUE SOCIAL

Ce n'est que lorsque la présence d'allochtones est perçue comme une menace (ou, au moins, une concurrence gênante) que les villageois en dénoncent les effets et se présentent comme des victimes. Ils insistent alors pour que les écogardes ECOFAC ne les visent pas eux, mais bien les «autres» (les «braconniers», voire les «bandits» ou les «délinquants»). Or, tous vendent la viande et à fortiori, les chefs qui chassent pour le compte d'un supérieur hiérarchique quelconque.

Inversement, les aînés voudraient élargir le mandat confié aux jeunes, membres des «comités d'auto-défense» (ou «de vigilance», selon les interlocuteurs), à la répression du braconnage sur l'étendue du finage villageois. Outre le fait que c'est là un moyen un peu facile de «trouver» un emploi aux jeunes, cette demande comporte un risque de dérive xénophobe : en effet, ces

groupes, institués sous le régime de Bokassa, visaient à « contrôler ce qui se passait chez eux » soit, dans les faits, tout étranger, assimilé d'avance à un danger pour le régime.

Dans les zones nouvellement urbanisées, les immigrés (de longue comme de fraîche date) étendent leur propre droit d'accès aux ressources à l'ensemble de leur famille, avec laquelle ils gardent des liens étroits (Ostrom, 1990) : *«Quand ils n'ont rien à manger là où ils sont, ils viennent chasser ici. C'est difficile de leur interdire, ce sont des parents»*.

On comprend donc la difficulté qu'il y a de définir les 'ayant-droits'. Il semble improbable de travailler durablement sur la viande de brousse en laissant la question en suspens. Le projet doit aborder le problème sans a priori en respectant une démarche participative sur le mode du volontariat.

1.4. RISQUE ENVIRONNEMENTAL

L'impact environnemental du projet est une considération à ne pas négliger. Certes, on attend du projet un effet positif sur la conservation de la biodiversité, c'est le but recherché (cf. cadre logique). Toutefois, il est nécessaire de s'interroger sur l'éventualité d'effets négatifs potentiels.

L'impact environnemental de la route qui traverse la zone du programme ECOFAC a déjà été largement étudié par le passé. On peut le considérer à la fois comme un atout pour le développement national/régional et une contrainte pour l'environnement local. C'est désormais un fait acquis que le projet doit prendre en compte dès le départ.

L'attraction éventuelle exercée par le projet est un risque à ne pas négliger. Le parcours d'ECOFAC en RCA l'a montré (Binot & Baliguini, 2000). Toutefois, le projet prévoit un mode d'intervention différent d'ECOFAC, il travaillera avec très peu de main d'œuvre employée.

La question peut être posée du risque que pourrait présenter le projet, en s'intéressant à la viande de brousse, d'accentuer la pression sur la ressource. On doit rappeler à ce stade que l'objectif recherché est précisément la durabilité de l'utilisation de la biodiversité et non pas son contraire. Toute la construction du projet vise :

- d'une part à améliorer la gestion (i) des terroirs de chasse, (ii) des chasseurs, (iii) de la chasse et (iv) de la filière viande de brousse, et ;
- d'autre part à soulager la pression exercée sur la faune sauvage en développant les autres productions animales (pêche et petit élevage).

1.5. RISQUE TECHNIQUE

Toute innovation implique une prise de risque, c'est aussi tout l'intérêt d'un nouveau projet de rechercher des voies innovantes pour trancher avec des projets antérieurs qui n'ont pas toujours ou pas complètement réussi dans les approches qu'ils avaient retenues. Le projet est certainement innovant par son approche visant à gérer et non pas interdire la production de viande de brousse. On doit s'attendre à ce que la recherche d'options techniques différentes ne soit pas uniformément couronnée de succès. Une gestion adaptative doit permettre de coller aux réalités du terrain, et pour cela une marge importante d'initiatives techniques est laissée aux opérateurs.

1.6. RISQUE ECONOMIQUE

La conjoncture économique est au plus bas, certes. Mais précisément la mauvaise posture du système économique officiel ou formel est un puissant stimulant pour inciter la société civile à développer le système économique informel auquel appartient la filière « viande de brousse » en quasi-totalité. Le secteur informel a ceci de bien qu'il aide les sociétés en crise (i) à traverser les périodes difficiles (ii) et simplement à améliorer l'ordinaire en période normale.

S'intéresser au secteur informel n'a guère été jusqu'à présent la priorité des institutions nationales et internationales. On se trouve ici dans le cas d'espèce type où les circonstances, dans le temps et dans l'espace, justifient de manière optimale un investissement dans une filière comme celle de la viande de brousse. La paupérisation du monde rural avec la dégradation des cultures de rente et du *cash cropping* vivrier tend nettement à reporter la force de travail vers l'exploitation accrue des ressources naturelles comme le gibier. De toute évidence, cette tendance tient sa force dans la préoccupation de survie des populations rurales. Il est donc plus que légitime de s'intéresser aux motivations qui animent les utilisateurs des ressources naturelles si l'on a pour objectif de conserver durablement ces ressources tout en aidant les utilisateurs à se maintenir et se développer.

2. CONDITIONNALITES

2.1. CONDITIONNALITES PREALABLES

- Requête du MEFCPET pour le projet auprès du FFEM et du MAE ;
- Confirmation de la poursuite du programme ECOFAC sous sa forme actuelle ou sous une autre ;
- Engagement de collaboration du CIRAD comme partenaire du projet ;
- Création du comité de pilotage à l'initiative du MEFCPET et sous sa tutelle.

2.2. CONDITIONNALITES SUSPENSIVES

- Réunion du comité de pilotage une fois par an avec représentation des différents partenaires, y compris financiers ;
- Budget-programmes annuels établis par le Comité de gestion et agréés par le FFEM et le MAE ;
- Exemptions douanières pour le matériel du projet, visas longue durée et permis de recherche pour les collaborateurs français du projet ;
- Situation sécuritaire acceptable dans la zone du projet.

VIII. SUIVI ET EVALUATION EX-POST

1. MODALITES DE SUIVI

• COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage est créé dès le démarrage du projet (conditionnalité préalable). Il est initié par le MEFCPET et reste sous sa tutelle. Y sont représentés les principaux partenaires du projet, y compris les bailleurs de fonds.

Sur convocation du MEFCPET, le comité de pilotage se réunit une fois par an pour :

- dresser un bilan du projet ;
- examiner son état d'avancement par rapport aux objectifs ;
- analyser ses atouts et ses contraintes ;
- proposer des recommandations pour sa bonne marche.

• COMPTE-RENDUS

Un compte-rendu annuel d'activité est produit par chaque partenaire opérateur sur le terrain. Chaque année, les différents compte-rendus sont rassemblés et mis en forme par la coordination du projet au niveau d'ECOFAC. Le compte-rendu annuel est remis avant la réunion du comité de pilotage à chacun des membres.

Les compte-rendus ne se limitent pas à la liste des actions conduites au cours de l'année écoulée. Ils font leur propre évaluation par rapport aux objectifs visés. Ils expliquent les problèmes éventuels rencontrés et proposent une gamme de solutions. Ils font des recommandations pour la suite du projet.

• EVALUATIONS

- Une évaluation externe à mi-parcours en année 2 ;
- Une évaluation externe finale en fin d'année 3.

2. CRITERES D'EVALUATION EX-POST

Des indicateurs de suivi du projet sont présentés composante par composante pour guider l'évaluation du projet afin de mesurer (i) à quelle hauteur chaque objectif est atteint, (ii) quelle est la progression vers chaque objectif depuis le dernier état des lieux et (iii) quelle est la marge de progrès pour chacun des objectifs.

• Composante 1

- le finage des terroirs de chasse est identifié sur plus de la moitié des villages de la zone ;
- le mécanisme de classement des terroirs de chasse est agréé par les autorités locales et centrales ;
- la procédure de classement des terroirs de chasse est engagée pour les villages ayant procédé à l'identification de leur finage.

- **Composante 2**

- les communautés de chasseurs sont identifiées dans la majorité des villages de la zone ;
- les communautés de chasseurs sont promues en groupements organisés autant que possible ;
- les groupements de chasseurs créés font l'objet d'une animation active.

- **Composante 3**

- les groupements de chasseurs ont procédé à une évaluation de leur activité cynégétique ;
- les groupements de chasseurs mettent au point un plan de gestion de la chasse sur leur terroirs respectifs ;
- ces plans de gestion sont initiés par les groupements de chasseurs sur le terrain.

- **Composante 4**

- la filière viande de brousse est étudiée, les acteurs identifiés et les flux évalués ;
- les commerçants de viande de brousse sont approchés et encouragés à s'organiser en groupements ;
- la création d'une association de consommateurs est discutée ;
- les groupements de commerçants font l'objet d'une animation active.

- **Composante 5**

- la situation sanitaire de la viande de brousse est analysée tout au long de la filière ;
- le bilan de cette analyse est communiqué aux acteurs et discuté ;
- un plan d'action pour maîtriser la qualité sanitaire de la viande de brousse est élaboré par les acteurs de la filière, y compris les autorités compétentes, tant en matière de santé humaine que de santé animale.

- **Composante 6**

- le savoir-faire cynégétique traditionnel est discuté, des améliorations sont proposées pour les technologies locales et des innovations sont introduites dans le débat ;
- des tests sont réalisés sur le terrain par les chasseurs eux-mêmes avec l'appui de personnes compétentes et sont ensuite évalués ;
- une démarche similaire est conduite pour la pêche.

- **Composante 7**

- l'aviculture villageoise est évaluée pour mettre en évidence les contraintes à son développement ;
- les options techniques pour améliorer cette production sont proposées par des personnes compétentes, discutées, hiérarchisées et choisies ;
- les choix techniques sont mis en œuvre et évalués ;
- les mêmes indicateurs sont retenus pour l'élevage caprin.

ANNEXES

- 1. AVIS DU CST**
- 2. AVIS DU SECRETARIAT**
- 3. CARTE DE SITUATION**
- 4. REFERENCES CITEES**

GESTION DES TERRITOIRES DE CHASSE (REPUBLIQUE CENTRE AFRIQUE)

Cadre et objectifs

Ce projet s'intègre dans le grand programme ECOFAC et concerne une zone d'un peu moins d'un million d'hectares dans le Sud-Est du pays avec une base opérationnelle sur le terrain (Ngotto) où travaillent une cinquantaine de personnes. Ce projet bénéficie donc d'une insertion dans un programme reconnu et financé par l'Union Européenne (la troisième phase de trois ans vient de commencer) et d'une insertion établie sur le terrain. Dans cette partie du monde, la viande de brousse et les produits de cueillette relèvent d'une importance capitale dans la consommation des ménages notamment urbains. Cette "ressource oubliée" semble être en train de se dilapider à cause d'une gestion désastreuse car inadaptée.

L'objectif général du volet FFEM est de mettre en place des modalités techniques et administratives d'une gestion durable de la faune par les populations de la région dans un but de commercialisation. Le projet est structuré selon 3 axes majeurs :

1. organisation des terroirs
2. organisation de la chasse
3. organisation de la filière

Ce projet s'adresse donc à un problème majeur de gestion durable des ressources dans un secteur d'importance internationale pour la conservation de la biodiversité, la forêt tropicale africaine. La section de ce document sur *l'Impact sur l'environnement mondial* n'est pas convaincante mais il semble pourtant qu'il s'agit ici d'un projet dont l'impact sera majeur. Par contre *l'Impact sur le développement* est bien analysé ; il est vraisemblablement très favorable. Ce projet est réellement innovant dans la mesure où l'action sur la structuration des chasseurs se démarque des approches purement répressives en responsabilisant les populations locales . Il a un potentiel pour être démonstratif et répliquable dans de grands secteurs du continent, et peut être plus loin.

Crédibilité et capacité des promoteurs pour mener à bien le projet

Les promoteurs du projet sont le CIRAD avec le Ministère de l'Environnement de la RCA, la composante Centrafricaine du projet ECOFAC, exploitant forestier local (IFB) et la Cellule d'Aménagement Forestier de Berberati (financé par l'AFD). Ces partenaires ont l'habitude de travailler ensemble et sont certainement capables de mener à bien ce projet.

Justification de la contribution demandée au FFEM

Un million cent cinquante mille Euros sur 4 ans demandés au FFEM semble un peu coûteux compte tenu du fait qu'il n'y a pas de réalisation majeure sur le terrain.

En conclusion, le CST considère que ce projet est prometteur et qu'il mérite donc de passer au stade de l'instruction.

OBJET : RCA – GESTION DES TERROIRS DE CHASSE

Ce projet vient compléter les interventions de l'AfD et d'ECOFAC en RCA dans le financement des plans d'aménagement des concessions forestières. Ces financements se sont concentrés jusqu'à présent sur la réalisation des composantes forestières, environnementales et sociales des plans d'aménagement. Le présent projet se propose, sur la base des acquis précédents, de développer une démarche visant à garantir la pérennité des ressources cynégétiques en mettant en œuvre des modalités de gestion concertées de la filière (chasse, transformation, transport, commercialisation).

Ce projet est original à plusieurs titres :

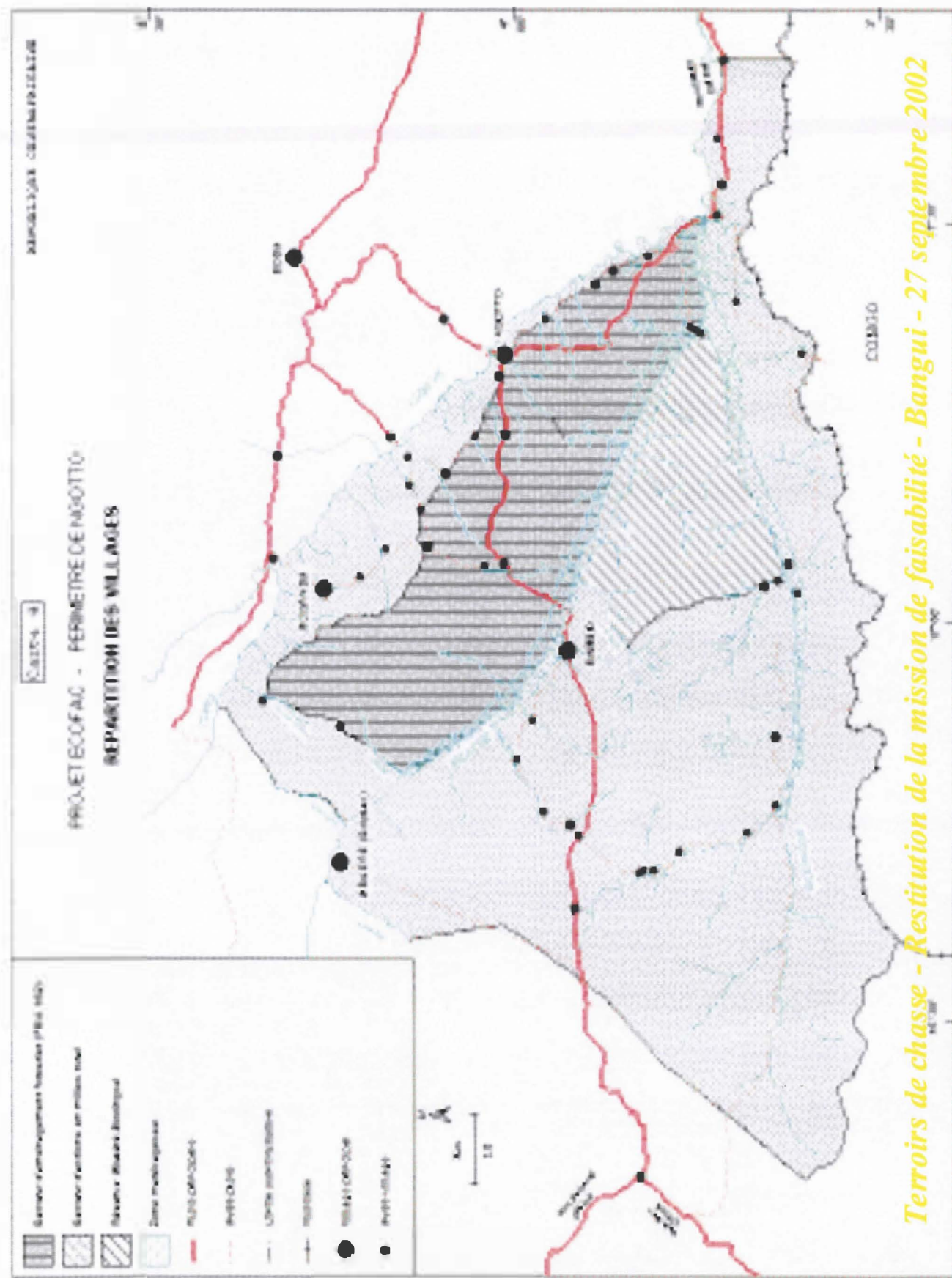
- c'est la première fois qu'est testée, dans cette région, une démarche cherchant à impliquer l'ensemble des acteurs de la filière, y compris les populations locales, dans la gestion de la faune sauvage ;
- l'implication du CIRAD dans le projet est importante puisqu'il y participe financièrement en y affectant, sur ressources propres, un chercheur.

Le contexte particulier de la RCA se prête bien à une expérience de ce type dans la mesure où :

- le niveau élevé de consommation de viande de brousse par les populations rurales et urbaines y est important et a induit le développement d'une filière à part entière sur laquelle le projet pourra s'appuyer pour mettre en œuvre des outils de gestion afin de garantir la pérennité de la ressource ;
- la pression sur la ressource reste à ce jour à un niveau supportable qui laisse envisager des marges de manœuvre dans la concertation avec les acteurs de la filière.

Malgré ces atouts, l'évaluation de ce projet devra se prémunir contre le risque d'une approche trop théorique des solutions proposées et mettre l'accent sur la nécessité de déboucher sur des acquis concrets en matière d'organisation de la filière et de gestion de la ressource.

CARTE DE SITUATION



Terroirs de chasse - Restitution de la mission de faisabilité - Bangui - 27 septembre 2002

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anonyme *Code de protection de la faune sauvage*, République Centrafricaine, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, de la Chasse et de la Pêche, Bangui, 31p.
- Asibey E.O.A & Child G.S., 1990 « *Aménagement de la faune pour le développement rural en Afrique subsaharienne* ». *Unasylva*, Vol.41, n°161, 7p.
- Aunger, R. 1992 An ethnography of variation : food avoidance among horticulturalists and foragers in the Ituri forest, Zaïre. [dissertation]. University of California, Los Angeles, Ph.D.
- Auzel, P., 1996 *Agriculture, extractivisme et exploitation forestière. Etude de la dynamique des modes d'exploitation du milieu dans le Nord de l'UFA de Pokola*, Nord Congo. Bomassa, Republic of Congo: WCS.
- Aveling C., 1999 « Le forum *bushmeat* Libreville ». In: Canopée n°14, p.15.
- Bacquelaine M., 1995 *Et qu'en pensent les villageois? Projet de développement durable et besoins de base des bénéficiaires*. URED, Katholieke Universiteit Brussel, 322p.
- Bahuchet S. & Ioveva K., 1999 "De la forêt au marché : le commerce de gibier au sud Cameroun". In: Bahuchet, S. *et al.* (eds.). *L'homme et la forêt tropicale*. Travaux de la Société d'Ecologie Humaine, Editions du Bergier : 533-558.
- Bahuchet S., 1985 *Les Pygmées Aka et la forêt centrafricaine*. Ethnoscience, 1. Paris-SELAF-1985, 638p.
- Bahuchet S., 1992 *Dans la forêt d'Afrique centrale, les Pygmées Aka et Baka. Histoire d'une civilisation forestière*. Tome 1, Paris Peeters SELAF Ethnoscience n°8, 425p.
- Bahuchet S., 1993 *La rencontre des agriculteurs. Les Pygmées parmi les peuples d'Afrique centrale. Histoire d'une civilisation forestière*. Tome 2, Paris Peeters SELAF, Ethnoscience n°9, 173p.
- Bahuchet S., 1997 «Un style de vie en voie de mutation : considérations sur les peuples des forêts denses humides». In: *Civilisations*, Vol. XLIV, N° 1-2 : 16-31.
- Bahuchet S., 2000 «Les systèmes de production des peuples forestiers». In: Bahuchet, S. (ed.). *Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui, Vol.II. Une approche thématique*, APFT-ULB, Bruxelles : 43-64.
- Bailey R.C. & Peacock N.R., 1988 Efe Pygmies of Northeast Zaïre : subsistence strategies in the Ituri Forest. In: Garine (de) I. & Harrison G.A. (eds), *Coping with uncertainty in food supply*, Oxford University Press, Oxford : 88-117.
- Baldus R. D. « Bushmeat : some experiences from Tanzania ». In: *Gnusletter* Vol 21, N°1 : 19-21.
- Baliguini J. & Djangala P-M., 2000 *Evaluation de la dynamique socio-économique du village Bakota*, Rapport AGRECO-APFT-ECOFAC-RCA , mai 2000, 13p.
- Baliguini J., 1998 *Etude de la représentation symbolique de l'environnement dans le système foncier et analyse des mécanismes politiques de la gestion traditionnelle de l'espace*, jJuin-juillet 1998, 6p.
- Baliguini J., 1999 *Opérations conduites dans le cadre du volet anthropologique de la seconde phase du programme ECOFAC en RCA. Etudes anthropologiques, socioéconomiques et géographiques des villages Baboundji et Grima*. Rapport intermédiaire, janvier 1999, 15p.
- Barnes R.F., 2002 « The bushmeat boom and bust in West and Central Africa ». In: *Onyx*, Vol.36, n°3, July 2002.
- Barton T., Borriini-Feyerabend G., de Sherbinin A. & Warren P., 1998 *Our People, Our Resources*. Groupe de Politiques Sociales de l'UICN (Union Mondiale pour la Nature), Gland, Suisse.
- Besse F., 1994 *Mission agroforesterie (8-30 juin 1994)*. Ministère des E&F, C&P, Bangui. Groupement

AGRECO-CIRAD-Forêt ; multigr., 50 p.

- Bierschenk T. & Olivier de Sardan J-P., 1997 « Local powers and a distant state in Rural Central African Republic ». *In: The Journal of Modern African Studies*, 35, 3 (1997) : 441-468.
- Binot A. & Baliguini J., 2000 *Mission d'appui : Evaluation de l'impact de l'installation de la société IFB sur les villages de la zone d'aménagement forestier (Ngotto, Poutem, Baboundji et Grima)*. Rapport final ECOFAC-RCA, janvier 2000, 37p.+Ann.
- Birraux-Ziegler, 1997 «Culture, nationalisme et internationalisme : l'exemple des Yanomami et des Peuples du Bassin amazonien». *In: Civilisations*, Vol. XLIV, N° 1-2 : 126-137.
- Bonannée M., 1994 *Contribution à l'analyse des systèmes agraires dans la zone d'intervention du projet ECOFAC-RCA. Diagnostic régional pour la mise en route du volet développement rural*, Montpellier, Mémoire Diplôme d'Agronomie Tropicale, 86p.
- Borrini-Feyerabend G., et al., 2000 *La gestion participative des ressources naturelles: Organisation, Négociation et Apprentissage par l'action*. GTZ et UICN, Kasperek Verlag, Heidelberg, Germany, 95p.
- Bruel G., 1918 *L'Afrique Equatoriale Française*. Larose, Paris, 558p.
- Brugiere D., Sakom D. & Gauthier-Hion, A., 1999 *Structure de la communauté des primates simiens de la forêt de N'Gotto. Importance des milieux marginaux dans le maintien de la biodiversité*. Projet ECOFAC-RCA, Groupement AGRECO-G.E.I.E, Septembre 1999, 50p.
- Brugiere D., Sakom D. & Sinassonasibe J-P., 1999 *Estimation des densités et analyse du comportement nidificateur des gorilles et chimpanzés en forêt de N'Gotto*. Projet ECOFAC-RCA, Groupement AGRECO-G.E.I.E, juin 1999, 34p.
- Bui Quang Minh, 1977 Enquête budget et consommation des ménages. Rapport général de mission CAF/72/011, PNUD.
- Burkey S., 1993 *People first: a guide to Self-reliant Participatory Rural Development*. Zed Books Ltd, London, 244p.
- Carrière S. & Mc Key D., 1999 «Les arbres orphelins des champs vivriers. Etude de l'abattage sélectif chez les Ntumu et de son impact sur la régénération de la forêt au sud Cameroun». *In: L'homme et la forêt tropicale*, Travaux de la société d'Ecologie Humaine, Editions du Bergier, 1999 : 255-266.
- Carrière S., 1999 Les orphelins de la forêt : Influence de l'agriculture itinérante sur brûlis des Ntumu et des pratiques agricoles associées sur la dynamique forestière du sud Cameroun. Thèse de doctorat, Université de Montpellier II Sciences et techn. du Languedoc, 448p.
- Casparly H.U., Koné I., Prouot C. & de Pauw M., 2001 *La chasse et la filière de viande de brousse dans l'espace Taï, Côte d'Ivoire*. Tropenbos-Côte d'Ivoire/CSRS, Abidjan, 188p.
- Casparly H.U., 2000 Faune sauvage et la filière viande de brousse au sud-est de la Côte d'Ivoire. Weibensee Verlag, Berlin, 253p.
- Chardonnet Ph. (ed.), 1995 Faune sauvage africaine : la ressource oubliée. Luxembourg, Commission Européenne-IGF, CIRAD-EMVT. Tomes 1 & 2. Bruxelles, Belgique et Luxembourg.
- Chardonnet Ph., Fritz H., Zorzi N. & Féron E., 1995 Current importance of traditional hunting and major contrasts in wild meat consumption in Sub-Saharan Africa. *In: Bissonette J.A. & P.R. Krausman (eds.). Proceedings of the first International Wildlife Management Congress, The Wildlife Society, Bethesda, Md, USA : 304-307.*
- Chardonnet Ph. & Bonnet P., 1996 Evaluation indépendante du projet d'élevage de petit gibier au Gabon. Ministère de la Coopération & CIRAD-EMVT, 34p.
- Chardonnet Ph., des Clers B., Fischer J., Gerhold R., Jori F. & Lamarque F., 2002 The value of wildlife. *Rev. sci. tech. Off. Int. Epiz.*, 2002, 21 (1) : 15-51.
- Cogels S., 2002 «Les Ntumu du sud-Cameroun forestier : une société de non-spécialistes. Système de production, stratégies d'usage des ressources et enjeux du changement». Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, 450p.

- Colyn M., 1994 *Mission d'expertise zoologique*. Mai-juin 1993 ; avril-mai 1994, AGRECO-CTFT, 47p.+annexes.
- Coquery-Vidrovitch C., 1972 *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires: 1898-1930*. Paris, Mouton, 598p.
- COSSOCIM, 1998 *Etude socio-agro-économique de la zone d'intervention du programme. ECOFAC - RCA*, Ministère des Eaux et Forêts, Chasses et Pêches, de l'Environnement et du Tourisme, Bangui, Octobre 1998, 75p.+ann.
- Dangolho S., 1995 *Enquêtes sur quatre villages à l'ouest de la zone d'intervention du projet ECOFAC RCA* (du 8 juillet au 15 octobre). Bangui, Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche, ECOFAC-RCA, multigr. 18p.
- Delvingt W., 1997 *La chasse villageoise: Synthèse régionale des études réalisées durant la première phase du programme ECOFAC au Cameroun, au Congo et en République Centrafricaine*. AGRECO-CTFT, juin 1997.
- Delvingt W., Dethier M., Auzel P. & Jeanmart, P., 2001 "La chasse villageoise Badjoué : gestion coutumière durable ou pillage de la ressource gibier". In: Delvingt, W. (ed.), *La forêt des hommes* », Presses universitaires de Gembloux, pp. 65-92.
- Dethier M. & Ghuirghi A., 2000 *Etude de la chasse villageoise dans le secteur ouest (route Mambélé-Ndélé) de la zone d'intervention du projet ECOFAC*. Février 2000, Gpmt AGRECO G.E.I.E –BDPA-SCETAGRI-CIRAD-Forêt, 87p.
- Dethier M., 1996 *Etude chasse villageoise. Forêt de Ngotto, AGRECO/CIRAD Forêt*. Rapport final, août 1996, 105p.+annexes.
- Dieval S., 2000 *La filière viande de chasse à Bangui, République Centrafricaine*. Mémoire de fin d'études, MEEFCP-RCA/ISTOM-Cergy Pontoise, 211p.
- Docky J.H., 1987 *Rapport d'enquête sur la consommation de viande de gibier à Bangui*, MEFCPT, Direction des Chasses, Bangui, 38p.
- Dounias E., 1993 *Gestion différentielle du système de production à dominante agricole des Mvae du Sud-Cameroun forestier*. Thèse de Doctorat. Université des Sciences et Techniques du Languedoc, Montpellier, mimeographie, 644p.
- Dounias E., 1995. Comment les pygmées du Sud-Cameroun forestier modèlent la forêt à l'usage de leur vie nomade. In: *Le Flamboyant* n° 36, décembre 1995.
- Dounias E., 1999 "Le câble pris au piège de la conservation". In: Bahuchet, Bley, Pagezy & Vernazza-Licht (eds). *L'homme et la forêt tropicale*, Travaux de la société d'Ecologie Humaine, Editions du Bergier, pp.231-300.
- Dubost G., 1980 «L'écologie et la vie sociale du Céphalophe bleu (*Cephalophus monticola*), petit ruminant forestier africain». In: *Z. Tierpsychol.* 54, pp. 205-266.
- Duhem C., 1993 *Enquêtes socio-économiques en forêt de Ngotto. Cas des villages de Ngotto et Bambio: Conclusions pour le volet Développement Rural*. Bangui. Projet ECOFAC-RCA, AGRECO-CTFT, 71p.+Ann.
- Ellen R.F., 1996 « Putting plants in their place : Anthropological approaches to understanding ethnobotanical knowledge of rainforest populations ». In: Edwards D.C (ed.), *Tropical Rainforest Research- Current issues*. Kluwer Academic Publishers, Netherland.
- Fargeot C. & Dieval S., 2000 *La consommation de gibier à Bangui, quelques données économiques et biologiques. Canopée n° 18*, Ecofac, Bulletin sur l'Environnement en Afrique centrale, Octobre 2000.
- Feer F., 1993 « The potential for sustainable hunting and rearing of game in tropical forests ». In: Hladik et al. (eds.), *Tropical forests, People and Food : Biological Interactions and Applications to Development*, Paris, UNESCO-MAB : 691-708.
- Gami N., 1999 «Les activités humaines dans les terroirs coutumiers face aux plans d'aménagement des aires protégées : le cas du Parc National d'Odzala (Congo-Brazzaville)». In : Bahuchet S.

- et al. (eds.), *L'homme et la forêt tropicale*, Travaux de la société d'Ecologie Humaine, Editions du Berger : 467-485.
- Garine (de) E., 1996 *Volet anthropologie : Rapport intermédiaire*. Groupement Agreco-CIRAD-forêt, Août 1996, 46p.+annexes.
- Garine (de) E., 1999 *Rapport de mission de coordination du volet anthropologique (du 28/12/98 au 4/1/99)*. Janvier 1999, 12p.+annexes.
- Garine (de) I., 1996 Préférences alimentaires et ressources de la forêt camerounaise. In : Hladik C.M. et al. (eds), *L'alimentation en Forêt tropicale : Interactions bioculturelles et perspectives de développement*, UNESCO-MAB, Paris.
- Garine (de) I., 2000 «Se nourrir en forêt». In : Bahuchet S. (ed), *Les Peuples des Forêts Tropicales Aujourd'hui*. Vol II, Approche thématique, APFT-ULB, Bruxelles : 157-176.
- GRAPP, 1998 *Une pédagogie interactive pour l'animation de groupes*. Karthala, Paris, 184p.
- Grenand P. & Grenand F., 1995 «Vivre dans l'abondance: forêt pensée et forêt vécue chez les Wayampi (Amérindiens de la Guyane)». In : *Etude comparative de la représentation symbolique des arbres* : 8-27.
- Hladik A., 1994 *Valorisation des produits de la forêt dense autres que le bois d'œuvre*. Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche, Bangui & Groupement AGRECO/CIRAD-Forêt, multigr., 57p.
- Holling C.S. (ed.), 1978 *Adaptive Environmental Assessment and Management*, John Wiley & Sons, Londres.
- Jeanmart P., 1997 « Etude de la chasse villageoise dans la forêt de Kopia ». Unité de Sylviculture, FSAGx, octobre 1997, 31p+annexes.
- Joiris D.V. & Bahuchet S., 1994 «Afrique Equatoriale». In : *Situation des populations indigènes des forêts denses humides*. Office des Publications Officielles de la Commission des Communautés Européennes, Luxembourg : 387-441.
- Joiris D.V. & Binot, A., 2001 *Synthèse régionale des expertises anthropologiques réalisées entre 1997 & 1999 pour le programme ECOFAC (phase II) et recommandations pour la phase III* ». Rapport final, CAC-ULB/AGRECO-CTFT, Février 2001.
- Joiris D.V. & Tchikangwa Nkanje B., 1995 *Systèmes foncier et socio-politique des populations de la réserve du Dja: Approche anthropologique pour une gestion en collaboration avec les villages*. Rap. final, Agreco/CTFT, 162 p.
- Joiris D.V., 1996 *Importance des terroirs coutumiers pour la conservation : réflexions à partir du programme ECOFAC au Cameroun, au Gabon, au Congo et en République Centrafricaine*. Colloque panafricain sur la gestion communautaire des ressources naturelles et le développement durable, Harare, Zimbabwe, 12p.
- Joiris D.V., 1997 «La Nature des uns et la Nature des autres: mythe et réalité du monde rural face aux aires protégées d'Afrique centrale». In : *Civilisations*, Vol. XLIV- N° 1-2 : 62-93.
- Joiris D.V., 2000 «La gestion participative et le développement intégré des aires protégées». In : Bahuchet S. (ed.), *Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui: une approche thématique*. APFT-ULB, Bruxelles : 489-511.
- Juste J., Fa J.E., Perez del Val J. & Castroviejo J., 1995 « Markets dynamics of bushmeat species in Equatorial Guinea ». In : *Journal of applied Ecology*, 32 : 454-467.
- Karsenty A. & Joiris D.V., 1999 *Les systèmes locaux de gestion dans le Bassin Congolais*, PVO / NGO / NRMS Project, CARPE, 69 p.
- Karsenty A. & Marie J., 1997 *Les tentatives de mise en ordre de l'espace forestier en Afrique centrale*. In : *Dynamiques sociales et environnement*. GRET-CNRS-ORSTOM-Banque Mondiale, Paris.
- Koch H., 1968 *Magie et chasse dans la forêt camerounaise*, Coll. Mondes d'outre-mer, Ed. Berger-Levrant, Paris, 271p.
- Koppert G.H.A., Hladik, C.M., 1990 *Measuring food consumption*. In food and nutrition in the African rain forest (C.M. Hladik, S. Bahuchet, S et I. de Garine (eds.), UNESCO-MAB, Paris, France : 59-61.

- Koumanda Kotogne F.-A., 2002. Le gibier : aperçu sur la réglementation et les risques sanitaires en Centrafrique. ANDE, Bangui. 10p.
- Lahm S.A., 1996 Utilisation des ressources forestières et variations locales de la densité de gibier dans la forêt du nord-est du Gabon ». In : Hladik *et al.* (eds), L'alimentation en forêt tropicale : interactions culturelles et perspectives de développement. UNESCO-MAB, Paris.
- Lahoreau J., 2002 Quelques données sur la viande de brousse en Côte d'Ivoire. Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune, Paris, 9p.
- Lakara A-E., 1995 *Enquêtes socio-économiques sur les villages à l'Ouest de la zone d'intervention du projet ECOFAC-RCA: cas du village de Kanaré. Du 1 août au 15 octobre.* Bangui, ECOFAC-RCA, multigr., 15p.
- Landry S., 1999 *Etudes anthropologiques, socio-économiques et géographiques des villages Bagbaya et Kanare.* Rapport final, mars 1999, 58p.
- Linares O.F., 1976 «Garden Hunting in the American tropics», *Human Ecology*, 4 (4): 331-349.
- Maro J., 1995 Les handicaps de la gestion des ressources forestières et fauniques (cas de la forêt de N'gotto). Code de protection de la faune sauvage, 12p.
- McShane T.O. & D'Huart J-P., 1992 Conservation of biodiversity through effective management of wildlife trade in Central Africa. WWF Gabon, Libreville.
- Metcalfe S., 1994 The Zimbabwe Communal Areas Management Programme for Indigenous Resources (Campfire). In Western D. & Wright R.M. eds, *Natural Connections: Perspectives in Community-based Conservation*, Island Press, Washington DC.
- Moukadas N., Ngouamene G. & Gündling L., 1998 *Etude de la gestion communautaire dans la gestion de la faune en RCA.* Rapport MEEFCP & ECOFAC-RCA, Groupement AGRECO G.E.I.E -BDPA-SCETAGRI-CIRAD-Forêt, déc.1998, Tomes 1&2.
- Muchaal P.K. & Ngandjui G., 1999 « Impact of village hunting on wildlife populations in the western Dja Reserve, Cameroon, In: *Conservation Biology*: 385-396.
- Nambai R., Dimanche L., Touzbe R. & Liabastre T., 2002 *Annuaire statistique du secteur forestier et cynégétique centrafricain 2001.* Ministère des Eaux et Forêts, Chasses et Pêches, de l'Environnement et du Tourisme, Avril 2002.
- Ngandjui G., 1996 *Etude de la chasse en vue de sa gestion durable en collaboration avec les populations résidentes. Cas de Mekas (Ouest de la réserve du Dja),* Rapport final préliminaire, MINREST/IRZV, Yaoundé, janvier 1996, 42p.+annexes.
- Nginguiri J-C. (ed), 2001 *Guide pour la Formation en Gestion Participative des Ressources Naturelles*, UICN, BRAC-Yaoundé (Cameroun), 2001 : 160p.
- Noss A.J., 1995 Duikers, cables and nets : a cultural ecology of hunting in a central African forest [dissertation]. University of Florida, Gainesville, Ph.D.
- Noss A.J., 1997 « Challenges to integrated conservation and development or community-based conservation in Central Africa » in *Oryx*, 31 (3) : 180-188.
- Noss A.J., 2000 «Cable snares and nets in Central African Republic» in Robinson & Benett (eds). *Hunting for sustainability in Tropical Forests.* Chicago: University of Chicago Press, pp 282-304.
- Ntiaoma-Baidu Y., 1997 Wildlife and food security in Africa. *FAO Conservation guide n°33, Rome, FAO.*
- Ostrom E., 1990 *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action.* Cambridge University Press, Cambridge.
- Penelon A., Mendounga L.& Karsenty A., 1998 *L'identification des terroirs villageois en zone forestière au Cameroun. Justification, analyse et guide méthodologique.* CIRAD-Forêt Montpellier, France, 29p.
- Quid, 2003 La République Centrafricaine. Eds. Robert laffont: 1037-1038.

- Redford K.H. Godshalk R. & Asher K., 1995 *What about the wild animals? Wild species in community forestry in the tropics*. Rome, FAO, «Community forestry note» n°13, 96p.
- Redjehoya P., 1988 Enquête sur les aspects commerciaux de la viande de chasse en RCA, cas particulier de la région de Kaga-Bandoro, Mémoire de fin d'études, MEES, Université de Bangui.
- Rose A.L., 2000 *Conservation must pursue Human-Nature Biosynergy in the Era of Social Chaos and Bushmeat Commerce*, <http://bushmeat.net/index.htm> The Biosynergy Institute, California, USA, 19p.
- Solly H., 1999 «Power and participation in a Cameroonian village», in Bahuchet & ali, eds. *L'homme et la forêt tropicale*, Travaux de la société d'Ecologie Humaine, Editions du Bergier, pp 501-517.
- Stuart S.N., Adams R.J. & Jenkins M.D., 1990 *Biodiversity in Sub-Saharan Africa and its islands. Conservation, management and sustainable use*. Occasional Papers of IUCN SSC N°6, IUCN, Gland.
- Thomas J.M.C., 1979 «Emprunt ou parenté ?»: à propos des parlers des populations forestières de Centrafrique», in S.Bahuchet (ed.) *Pygmées de Centrafrique. Etudes ethnologiques, historiques et linguistiques sur les Pygmées «Ba Mbenga»*, Paris, SELAF, Bibl. N° 73-74. Etudes Pygmées III, pp 141-169.
- Tutin C.E.G. & ali, 2001 *Comment minimiser l'impact négatif de l'exploitation forestière sur la faune sauvage dans le Bassin du Congo ?*, Les dossiers de l'ADIE, Libreville, 29p.
- White L.J.T., 1994 «Biomass of rainforest mammals in the Lope Reserve, Gabon», in *J. Anim. Ecol.* 63, pp 499-512.
- Wilkie D.S & Finn J.T., 1990 «Slashburn cultivation and mammal abundance in the Ituri forest (Zaïre)», in *Biotropica* 22 (1), p 90-99.